

fenêtres s/ cours

26 novembre 2021
Numéro 478

Le journal du SNUipp-FSU

actu

Une consultation
sur l'école
et le métier

dossier

**Géo :
entrer
dans
une
nouvelle
dimension**

interview

A. Allouch : "le mérite
fonctionne comme
une fiction nécessaire"

grand angle

Marseille :
le prix de
l'expérimentation

LA PRÉVENTION MAE À L'ÉCOLE

AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS



Notre accompagnement

La MAE peut intervenir au sein de votre établissement pour mener des actions de prévention :
auprès des élèves, de la maternelle au lycée,
des parents, avec des rencontres-débats,
et de vos équipes pédagogiques à l'aide
de formations et d'outils réalisés par la MAE.

THÉMATIQUES

ACCIDENTS DE LA VIE COURANTE ET GESTES DE PREMIERS SECOURS

Le Club des Super-Héros

3-11 ans • Support interactif en téléchargement
6-11 ans • Jeu pédagogique en ligne

VIOLENCES ENTRE PAIRS

Jeux de l'Oie "Non au harcèlement"

9-11 ans et 12-15 ans • Jeux de société

Maël le roi des bêtises

Dès 3 ans • Album

SÉCURITÉ SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE

Maëva sur le chemin de l'école

Dès 3 ans • Album

SENSIBILISATION AUX ÉCRANS

Maël et Maëva, les écrans en toute tranquillité

Dès 3 ans • Album

ÉDUCATION À LA SANTÉ

mae.fr

Pour toute information, contactez la MAE
de votre département ou le 02 32 83 60 00.

L'expertise MAE au service de la prévention.

APA4 PREV 11-21 - Fédération MAE SOLIDARITÉ, association à but non lucratif régie par la loi de 1901,
sise 14 rue Moncey - 75009 Paris - Crédit photo : MAE



Toutes nos ressources
pédagogiques
et nos actions sur **mae.fr**



© Millerand/NAJA



12
dossier

Géographie : entrer dans une nouvelle dimension

L'enseignement de la géographie permet à l'élève d'appréhender le monde qui l'entoure. Mais les PE ne sont pas suffisamment formés pour remplir cet objectif essentiel.

5
L'enfant
Décoder
le sarcasme

10
grand angle

Marseille : le prix de l'expérimentation



© Millerand/NAJA

21
métier&pratiques

22/ Rased : indispensables à l'école
24/ De l'écran au livre 25/ Entretien avec
Martine Jaubert 26/ Un, deux, trois :
tweetez 29/ Portrait : « Coordo REP »

30
lire/sortir!
Compilations



32
société

Climat : COP ou
pas COP / Précarisation
accrue / Fraude fiscale
à tous les étages

34
interview

Annabelle Allouch
*"Le mérite fonctionne comme
une fiction nécessaire"*

FENÊTRES SUR COURS N° 478 du 26 novembre 2021 / Hebdomadaire du
syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC
128 boulevard Blanqui 75013 Paris, tél. : 01 40 79 50 00, fsc@snuipp.fr **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :**
Régis Metzger **RÉDACTION :** Lilia Ben Hamouda, Franck Brock, Mathilde Blanchard, Guislaine David,
Jean-Philippe Gadier, Laaldja Mahamdi, Arnaud Malaisé, Jacques Mucchielli, Emmanuelle Quémard,
Nelly Rizzo, Virginie Solunto **CONCEPTION-RÉALISATION :** NAJApress / direction éditoriale : Julie Matas,
graphique : Susanna Shannon **IMPRESSION :** SIEP Bois-le-Roi **RÉGIE PUBLICITÉ :** Mistral Media,
22 rue Lafayette 75009 Paris, tél. : 01 40 02 99 00 **PRIX DU NUMÉRO :** 1 euro **ABONNEMENT :** 23 euros
ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale



TRIMAN



10-32-2813

sommaire 3

éditorial Redonner sens au métier

Dévalorisation du métier, perte de sens,
conditions d'exercice toujours plus
difficiles... Les enseignantes et les
enseignants font de plus en plus état de
leur mal-être. Si le ministère nie
l'augmentation croissante des
démissions, les faits sont pourtant
têtus : les jeunes délaissent le métier,
les moins jeunes le quittent. Pour éviter
une crise profonde du recrutement, il
faut rapidement prendre en compte la
dimension de l'attractivité du métier.
Cela passe nécessairement par une
revalorisation conséquente des salaires,
mais c'est aussi la question des



© Millerand/NAJA

**ON NE PEUT PAS
SOUS-ESTIMER
LES ENJEUX DE
L'ÉCOLE**

conditions d'exercice
du métier qui doit
faire l'objet d'une
attention
particulière.
Dans un contexte
social complexe, la
mise en place à
marche forcée des
réformes, le
caractère injonctif de
la politique éducative
menée par Jean-Michel Blanquer ont
abîmé une école qui continue à laisser
tant d'élèves sur le carreau.
Si la campagne pour la présidentielle
est bel et bien entamée, l'école n'est pas
vraiment au cœur de débats pollués par
les provocations extrémistes dont les
médias débordent. Pour redonner du
sens au métier d'enseignant, il faut
redonner du pouvoir d'agir à ceux et
celles qui font l'école au quotidien pour
leur permettre de l'exercer avec
satisfaction et succès au bénéfice de la
réussite de tous les élèves. En cette
période de discussions autour du
monde de demain, on ne peut pas
sous-estimer les enjeux de l'école
publique et le rôle que jouent
enseignantes et enseignants. Cette
reconnaissance est essentielle.

GUISLAINE DAVID

Joint à ce numéro un
supplément spécial 20°
Université d'automne,
un supplément Rue du
Monde et un supplé-
ment ADL partner.



NOUS SOMMES AUX CÔTÉS
DE CEUX QUI FONT GRANDIR
LES AUTRES.

-10%*

SUR VOTRE ASSURANCE AUTO

Retrouvez nos offres
sur gmf.fr/enseignement

GMF 1^{ER} ASSUREUR
DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC



ASSURÉMENT HUMAIN

GMF 1^{er} assureur des Agents du Service Public : selon une étude Kantar TNS SoFia de mars 2020.

*Offre réservée aux Agents du Service Public, personnels des métiers de l'enseignement. Réduction de 10 % sur le montant de la 1^{ère} cotisation annuelle, pour toute souscription d'un contrat AUTO PASS entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021. Offre non cumulable avec toute offre en cours. En cas d'offre spéciale GMF, application de l'offre la plus avantageuse.

Conditions et limites des garanties de notre contrat AUTO PASS en agence GMF. Les Conditions Générales et la Convention d'assistance de ce contrat sont consultables sur gmf.fr

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. **GMF ASSURANCES** - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret.

Les produits distribués par GMF sont assurés par GMF ASSURANCES et/ou GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES.

Sarah,
professeure des écoles.

Décoder le sarcasme

Le sarcasme, utilisation particulière de l'ironie, visant à la moquerie, et qui peut être mordante et cruelle, est fait de nuances et d'appréciations qui vont au-delà de ce qui est dit littéralement. La littérature de jeunesse y a souvent recours et les enseignants et enseignantes le pratiquent parfois dans les classes : « *Quel artiste tu fais !* ». Or, pour décoder le message d'un interlocuteur afin d'en comprendre le sens, différentes compétences linguistiques mais aussi sociocognitives sont mobilisées. Selon certaines études, la compréhension du sarcasme fait

appel à des compétences qui se développent seulement à partir de l'âge de 5-6 ans, et dépendent de la complexité du message et d'indices donnés par le contexte, le langage gestuel ou le ton.

ÉDUCABILITÉ

111 enfants âgés de 5 à 6 ans ont participé à une expérimentation canadienne, parue en 2021 dans la Revue canadienne de psychologie expérimentale, afin de voir si une formation pouvait améliorer leur capacité à comprendre le sarcasme. La moitié des enfants a reçu une formation à partir

“LES PETITS ONT TENDANCE À S'IDENTIFIER À LA CIBLE DES SARCASMES”

d'une série d'histoires, pour savoir quels indices rechercher (les contrastes, le ton, l'humour), tandis que le groupe « contrôle » s'est contenté de lire une histoire non sarcastique avec le chercheur. Si certains enfants détectent l'humour, la plupart ne perçoivent que le sens « premier » des remarques sarcastiques.

DERRIÈRE LES MOTS

Si les compétences linguistiques ne sont pas fortement corrélées à la compréhension du sarcasme, les résultats de cette étude montrent que différents aspects peuvent

en être améliorés par la formation, en particulier le contexte. L'intonation sarcastique du lecteur est une clé de compréhension sans laquelle ils échouent. Trop sensibles émotionnellement jusque vers 9/10 ans, les petits ont tendance à s'identifier à la cible des sarcasmes et à ne pas percevoir l'humour derrière la critique. L'ironie et les jeux de mots sont des pratiques beaucoup plus développées dans les familles des classes supérieures. « *On y développe un imaginaire chez l'enfant, on l'habitue aussi à faire la différence entre le vrai et le faux et on le rend attentif aux usages du langage* » explique le sociologue Bernard Lahire. Des inégalités d'accès au second degré que l'école peut en partie gommer. VIRGINIE SOLUNTO



Une consultation sur l'école et le métier

Dans un contexte de déstabilisation de l'école, le SNUipp-FSU lance une consultation pour porter une école ambitieuse, lieu d'échanges, de controverses et d'ouverture au monde.



Transformer l'école, défendre le pouvoir d'agir enseignant, miser sur l'éducabilité de tous les élèves, c'est à nouveau ce qu'a porté le SNUipp-FSU lors de sa 20^e Université d'automne. Plus de 400 enseignantes et enseignants se sont retrouvés, ont pris connaissance des travaux de la recherche et échangé avec chercheuses et chercheurs. « Ils sont tous là pour toi et t'offrent des discussions sur l'école comme tu en rêves depuis des lustres », rapporte Christine, une participante. Vingt-trois conférences sur différentes thématiques, de « l'école dehors » à l'apprentissage de la langue en passant par la laïcité (voir le supplément joint à ce numéro), se sont tenues avec toujours comme boussole la réussite de tous les élèves. « Tu te sens intelligente... Et tu découvres que tu peux l'être encore plus quand tu es bien entourée et que tu as du temps pour réfléchir aux vraies raisons qui t'ont fait choisir ce métier », précise-t-elle. Un métier trop souvent déstabilisé par un ministre qui use sans cesse du double discours, félicitant ici les PE, invitant là

certains d'entre eux à « quitter l'enseignement » au nom de sa vision des valeurs de la République. Ces menaces et suspicions, venant d'un ministre qui a perdu toute légitimité, alimentent un « prof bashing » injustifié et inadmissible. Or, c'est de reconnaissance professionnelle et salariale dont ont besoin les enseignant-es, plus encore en période d'augmentation de l'inflation.

UN REGARD CRITIQUE

Les enjeux sont forts s'agissant de l'attractivité du métier, dans un contexte où les démissions augmentent de manière inquiétante. Et ce n'est pas la nouvelle mouture de la formation initiale qui va améliorer la situation avec son recentrage sur le « lire-écrire-compter » et sa nouvelle épreuve orale, dont les exemples de situations d'enseignement proposés s'inscrivent exclusivement dans des climats scolaires conflictuels. Jean-Michel Blanquer alimente une vision rétrograde de l'école, exacerbée dans Le Figaro Magazine, « École :

comment on endoctrine nos enfants ? » qui fait écho aux provocations extrémistes envahissant le débat politique actuel. Parler racisme, égalité des droits ou décolonisation, c'est s'émanciper pour être de futurs citoyens et citoyennes responsables, capables de vivre et porter les valeurs de la République. Des valeurs qui sont à l'opposé de celles de l'extrême droite banalisée. Dans une tribune intersyndicale, le SNUipp-FSU appelle « solennellement les personnels de l'Éducation nationale à faire front contre la montée de l'extrême droite et ses idées, sur nos lieux de travail comme dans le débat public ». Le métier enseignant est un métier complexe, passionnant et parfois difficile. Le faire évoluer et faire évoluer l'école est indispensable pour mieux lutter contre les inégalités. Sur ce thème, le SNUipp-FSU lance une consultation auprès de la profession pour faire le bilan de l'école et des politiques éducatives afin d'en porter une toute autre idée dans le débat public pendant la campagne présidentielle. NELLY RIZZO

opinion

MATHILDE LARRERE, HISTORIENNE

résume les droits des femmes par cette expression « en progrès

© J. Jaurin/hanslucas



mais peut mieux faire ». « S'il y a objectivement des améliorations, elles sont toujours menacées,

possiblement fragilisées, à conquérir. L'éducation est souvent la clé d'amélioration des choses, il faut éduquer très tôt que ce soit à l'école ou dans les familles, à l'égalité femme-homme et au respect des droits des femmes. Il faut augmenter très clairement le budget pour aider toutes les femmes victimes de violences, créer des centres d'accueil à destination des femmes et de leurs enfants, mettre en place des formations massives et générales pour les forces de police et la justice pour que les femmes soient mieux écoutées et prises en charge. Il y aurait aussi tout un travail à faire sur le code pénal car un certain nombre de délits sont peu qualifiés ou peu poursuivis. Pour les violences conjugales, la France est très en deçà de ce qui existe chez certains voisins européens comme par exemple en Espagne. La place des femmes sur le papier est reconnue comme égale mais en réalité un grand nombre d'inégalités demeurent. Toutes les femmes quels que soient le pays ou les classes sociales, sont victimes d'une domination masculine. Il est important de réaffirmer que celles-ci peuvent souffrir de la même violence et de lutter contre. »

PROPOS RECUEILLIS PAR N.R.

Démissions en hausse

Selon un rapport de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) publié en novembre 2020, le pourcentage de démissions enseignantes est en constante augmentation depuis 2013, 200 de plus chaque année en moyenne. Les

enseignant-es du primaire sont davantage concerné-es que ceux du secondaire et les stagiaires démissionnent plus que les titulaires. Ce constat est confirmé par une récente enquête du SNUipp-FSU dans 25 départements. En une année, les démissions y

ont été multipliées par 5. Près de la moitié d'entre elles concernant des stagiaires dont le nombre de « départs volontaires » a été multiplié par 12 en 2 ans. Une tendance qui ne prend pas en compte les ruptures conventionnelles ni les disponibilités et dont il faut interroger les causes.

Le projet de loi Rilhac bientôt adopté

Après une passe d'armes entre l'Assemblée nationale et le Sénat, les députés et sénateurs de la Commission mixte paritaire ont trouvé un accord. La prise en charge d'une éventuelle aide administrative sera finalement à la charge de

l'État, qui pourra « *mettre à disposition des directeurs d'école les moyens leur garantissant une assistance administrative* ». Quant aux communes, elles devront fournir aux directeurs et directrices les « *moyens matériels*

nécessaires à l'exercice de leur fonction ». Au final, dès la rentrée prochaine, directeurs et directrices bénéficieront d'une autorité fonctionnelle vide de sens qui conduirait à les isoler et à introduire des relations hiérarchiques au sein des écoles. Un changement historique loin des attentes des équipes sur le terrain.

Budget 2022 : un zéro qui veut dire moins

Aucune création de poste dans les écoles au budget 2022, c'est le sens des priorités que Jean-Michel Blanquer accorde à l'éducation. La France est toujours en retard avec 23,3 élèves par classe en moyenne contre 21,1 pour l'OCDE. Il faudrait la création de 90 000 postes pour un fonctionnement de l'école n'entraînant pas plus de 24 élèves maximum en classe ordinaire, un abondement des remplacements, Rased et Plus de maîtres que de classes. Les

réformes engagées (plafonnement à 24 élèves par classe en grande section, CP et CE1, dédoublement des classes de grande section en REP et REP+, augmentation des décharges de direction) coûteuses en postes vont donc se faire sans moyens supplémentaires entraînant des fermetures de classes (1 000 à la rentrée 2021). Les classes sans remplaçant-e continueront à se multiplier et le recours aux contractuel-les à s'installer.

LES RETRAITÉ-ES MANIFESTENT LE 2 DÉCEMBRE À PARIS

Neuf organisations syndicales et associatives de retraité-es, dont la FSU, appellent à une nouvelle journée de mobilisation et à une manifestation nationale le 2 décembre. Ils et elles étaient déjà des milliers dans la rue le 1^{er} octobre dernier pour interpeller un gouvernement qui reste sourd à leurs principales revendications : augmentation des pensions, défense du système de protection sociale et des services publics.

Focus

LE MOUVEMENT POP*

est le dispositif expérimental de mutations nationales sur postes à profil mis en place par le ministère de l'Éducation nationale. Un mouvement qui n'a rien à voir avec les années 60. Si ce dernier a su donner un nouveau souffle au monde musical, celui du ministère inquiète à plus d'un titre tant il est source d'iniquité. Des postes censés être à exigences particulières sont préemptés dans les différents départements. Or, nombre d'entre eux n'ont rien de spécifique : direction d'école, adjoints, spécialisés, éducation prioritaire, UPE2A... Sans transparence, hors barème, sans tenir compte des priorités légales, des commissions départementales sélectionneront les candidats « correspondant le plus au profil du poste » et au final, le DASEN tranchera. Pour le SNUipp-FSU, ce mouvement non seulement ne résoudra pas les difficultés d'attraction de certains postes mais risque de pénaliser encore davantage les départements en grande difficulté. Il entérine un mouvement illisible et inéquitable en dehors de toute règle, sans répondre aux nombreuses demandes de mutation insatisfaites. Le SNUipp-FSU demande son abandon.

*Postes à Profil

Bon fonctionnement d'équipe : un constat partagé

80 % des professeurs d'école perçoivent positivement leur environnement de travail, selon une note de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) de septembre 2021, s'appuyant sur l'enquête Talis. Les raisons, partagées à la fois par les directeurs et directrices et les adjoint-es, reposent principalement sur les possibles pouvoirs d'agir des équipes et une culture commune professionnelle (voir graphique ci-dessous). Cette bonne considération du contexte organisationnel n'exclut pas pour autant un regard très critique sur l'état de l'école. Elle souligne notamment un stress lié au travail, dû pour 80 % d'entre eux à la nécessité de devoir

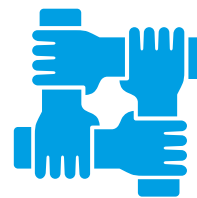
adapter les cours aux élèves à besoins éducatifs particuliers. Une problématique elle aussi partagée par leurs collègues en charge de la direction qui estiment à 62 % que le manque d'enseignant-es pour la prise en charge de ces élèves est la première raison d'une difficulté de l'école à dispenser un enseignement de qualité. Une étude qui montre que la priorité se situe davantage sur la mise en œuvre de l'inclusion scolaire que sur un bouleversement du fonctionnement des écoles, source de satisfaction. L'enquête révèle justement que seulement 7 % des enseignant-es pensent que leur opinion est valorisée par les décideurs politiques...

ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL SELON LES PE ET DIRECTEURS ET DIRECTRICES D'ÉCOLE



Le personnel peut participer activement aux décisions concernant l'école

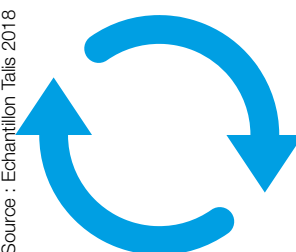
PE 85 % **directeurs et directrices** 95 %



Il existe une culture de collaboration qui se traduit par un soutien mutuel

PE 85 % **directeurs et directrices** 91 %

Source : Échantillon Talis 2018



Le personnel a une conception commune de ce que sont les apprentissages et les enseignements

PE 82 % **directeurs et directrices** 84 %

3 questions

CHRISTIAN CHAVAGNEUX,
éditorialiste à Alternatives Économiques



1. QUELLES MENACES POUR LE POUVOIR D'ACHAT DES SALARIÉS ?

Le contexte actuel de forte reprise économique favorise une hausse des prix. Le redémarrage économique, plus rapide que prévu, avec une forte demande, incite les entreprises à augmenter leurs prix plutôt qu'à investir car cette accélération de la demande ne va pas durer. D'autre causes sont plus structurelles. Elles sont liées à l'actuelle remise en cause du modèle économique du « low cost », dominant depuis les années 1970, fondé sur le coût minimal du travail et les délocalisations, le gel de la hausse du SMIC, l'optimisation fiscale agressive. L'abandon de ce modèle engendre un coût de l'énergie plus élevé, une fiscalité plus forte, une augmentation du coût du travail. Sans aboutir forcément à une inflation généralisée, les prix augmentent dans des secteurs structurants pour les ménages, comme l'énergie.

2. ET SUR LES SALAIRES DU PUBLIC ?

L'actuelle politique salariale est celle du refus de hausse des dépenses courantes de l'État qui ne seraient pas des dépenses

d'investissement. Comme si payer un professeur, ce n'était pas de l'investissement. Or, contrairement à ce que prétendent les libéraux, la réduction des dépenses publiques pénalise la croissance et creuse les déficits. Dans le privé, après 30 ou 40 ans de blocage des salaires, il y a une poussée extrêmement forte en faveur de l'augmentation salariale, pour répondre aux besoins de recrutements dans des secteurs déficitaires, comme la restauration. Si les revendications salariales du privé, particulièrement fortes aux États-Unis, aboutissaient à un rapport de force favorable, ceci obligerait les gouvernements à réagir pour les salaires du public.

3. COMMENT FINANCER UNE TELLE REVALORISATION ?

Toute dépense publique a un effet multiplicateur qui nourrit l'économie. Quand l'État dépense un milliard, il génère un milliard 600 millions de revenus injectés dans l'économie. Une partie de la hausse des dépenses publiques est donc auto-financée. Par ailleurs, selon l'OCDE, les capacités d'endettement de la France sont garanties par un taux d'intérêt qui restera inférieur au taux de croissance économique jusqu'en 2060. Ceci garantit une hausse des recettes fiscales supérieure au coût de la dette. Ce n'est donc pas un problème de financement mais de choix politique. PROPOS RECUEILLIS PAR F.B.

Marseille : le prix de l'expérimentation

Marseille a été désignée par le président de la République pour expérimenter à partir de la prochaine rentrée scolaire un dispositif controversé de la direction d'école. Pas de texte, des directions d'écoles appelées individuellement par les IEN pour postuler... Une expérimentation très opaque dénoncée par le SNUipp-FSU.

Marseille, quartiers Nord. Enclavée entre des entreprises du bâtiment et des immeubles délabrés, l'école Canet Ambrosini n'est guère accueillante avec ses peintures défraîchies et ses locaux exigus. « Pour motiver les gens à venir travailler ici, ce qu'il faut, ce sont des locaux corrects, de bonnes conditions de travail, des tatas* en nombre, des enseignants remplacés... », explique Carole Allione, directrice de l'école. Alors, dans cette petite école maternelle, l'annonce par Emmanuel Macron de l'expérimentation d'un nouveau dispositif pour les directions d'école est loin d'être une réponse aux problèmes du quotidien. Le lundi de la rentrée des vacances, c'était journée sans chauffage... Quelques semaines auparavant, il pleuvait dans l'école. Résultat, pas de classe pour les élèves pendant deux jours et lorsqu'une enseignante est partie en congé maternité, il a fallu trois semaines pour qu'arrive un remplaçant... contractuel. Bref, des directeurs et directrices qui peuvent choisir



leurs enseignants, qui peuvent repenser les rythmes scolaires et la durée des cours, ce n'est pas une priorité pour Carole. Du côté des parents, même son de cloche : « Nous, on veut du mieux, explique Séverine Gil, présidente de l'association de parents d'élèves MPE13. Des projets, oui, mais dans les 470 écoles et pas que dans 50 que l'on aurait triées. Cela va encore créer des inégalités avec des endroits où il y aura pléthore de moyens et d'autres qui feront avec deux bouts de ficelle ».

UNE RUPTURE D'ÉGALITÉ

Pour Virginie Akliouat, secrétaire départementale SNUipp-FSU des Bouches-du-Rhône, « c'est une fausse réponse apportée aux problèmes rencontrés que sont le manque de moyens humains et financiers, qui empêchent de réaliser des

projets dans les écoles marseillaises. Tout ce qui a été proposé par Macron, que ce soit la contractualisation des moyens qui met les écoles en concurrence et qui crée une rupture d'égalité au niveau des élèves ou, que ce soit dans le cadre réglementaire le recrutement de postes à profil, rien ne justifie que des compétences particulières soient nécessaires et encore moins le recours à un recrutement particulier en dehors des règles du barème ».

AUCUN TEXTE OFFICIEL

À la rentrée, cinquante écoles, qui auront été sélectionnées pour participer à l'expérimentation, bénéficieront d'un budget conséquent selon Lilia Benlabidi, responsable de la cellule communication à la DSDEN. « Je ne peux encore répondre de façon définitive sur le budget qui sera

alloué mais il y aura bien une enveloppe spécifique. Les enseignantes et enseignants seront recrutés en fonction de leur motivation et de leurs qualifications ». A priori, les directions d'école siégeront au sein de la commission de recrutement. Mais le souci est qu'il n'existe aucun texte, aucune circulaire qui définissent les contours de l'expérimentation. Pourtant, des équipes éducatives ont fait le choix de postuler. À l'extrême nord de la ville, l'école du Parc Kallisté est située dans un cul-de-sac, au milieu de cités ghettos tout aussi délabrées que l'école. François Bienaimé et son équipe ont envie d'y croire. « La circonscription nous a contactés nous proposant de faire partie de l'expérimentation, un projet d'envie de tant sur le plan financier que sur la possibilité de partenariats, explique le di-

recteur. Alors on s'est lancés, on a proposé un projet musique, on demande des postes supplémentaires, un coordonnateur du projet, un poste médico-social - qui serait chargé de faire le lien avec les différents partenaires médico-sociaux -, mais aussi des intervenants extérieurs experts qui nous apporteraient leur savoir-faire ». Loin d'être un énième projet rédigé à la hâte, pour l'équipe de l'école Kallisté, c'est l'occasion de renforcer et de redynamiser le collectif, qui a énormément souffert depuis la crise sanitaire. « Pour nous, ce projet relève d'une élaboration collective. Le collectif, c'est l'ADN de l'école primaire ». Malgré le temps et l'investissement de l'équipe, rien à ce jour ne permet d'imaginer la faisabilité d'un tel projet, sauf l'envie d'y croire...

UNE CONTREPARTIE AU FINANCEMENT DE LA RÉNOVATION ?

L'annonce de la création de 50 écoles « laboratoires » à Marseille par le président de la République était concomitante du lancement du plan « Marseille en Grand ». Difficile de ne pas y voir un conditionnement de l'aide à l'application de l'expérimentation, ce que réfute Pierre-Marie Ganozzi, adjoint au maire en charge du Plan école. « L'expérimentation n'est pas de notre compétence. Si certaines écoles font partie des 174 à rénover ou à construire (voir focus), tant mieux, ça permettra de réfléchir à une architecture adaptée au projet ». Toutefois, au bureau du préfet « Marseille en Grand », on n'est pas si catégorique. « Même si l'expérimentation ne conditionne pas les financements, il faut que la liste des écoles à rénover recoupe celle des écoles retenues pour l'expérimentation. S'il y a une innovation pédagogique, il serait bon que les infrastructures suivent ». Pas question pour l'État, qui participe au financement des rénovations, de payer deux fois. Mais le SNUipp-FSU estime quand même « que l'expérimentation est une contrepartie à l'engagement financier de l'État pour la rénovation des écoles de Marseille ». À la rentrée 2022, cinquante écoles marseillaises entreront dans l'expérimentation et devraient se voir allouer des moyens afin de monter des projets « innovants », des écoles que l'institution a encore du mal à trouver... LILIA BEN HAMOUDA

*Nom que l'on donne à Marseille aux Atsem (Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) et aux agents de cantine.

Focus

1,2 MILLIARD,

c'est le budget annoncé pour la remise en état des écoles marseillaises. 820 millions pour la rénovation complète des 174 écoles les plus critiques, et un peu plus de 300 millions pour l'entretien courant des 300 autres. Un plan exceptionnel répondant à l'état de délabrement de nombreuses écoles. La PE et lanceuse d'alerte Charlotte Magri avait en 2016 dénoncé cette situation dans une lettre ouverte parue dans Libération. La ministre de l'époque, Najat Vallaud-Belkacem, avait débloqué trois millions pour lancer des études, mais l'ancien maire Jean-Claude Gaudin n'avait pas pour autant levé le petit doigt. La nouvelle majorité, dès son arrivée aux rênes de la ville, a, quant à elle, débloqué 30 millions d'euros pour parer au plus urgent. Alors, le volet école du plan « Marseille en Grand », soutenu par l'État, se présente comme une véritable aubaine. Annoncé par le président Emmanuel Macron lors de ses déplacements dans la cité phocéenne en septembre et octobre derniers, le plan engage l'État à hauteur de 50% des investissements nécessaires, le reste étant à la charge de la municipalité. Pour la première tranche, sur un montant de 410 millions d'euros, 256 ont été votés par l'Assemblée nationale. Reste maintenant à trouver le système qui permettra de pérenniser le dispositif dans le temps, la constitution d'une société ad hoc est en cours d'élaboration.

A photograph of a classroom. A teacher, a woman with dark hair wearing a green sweater and a white scarf, stands on the left side of the frame, gesturing towards a whiteboard. She is wearing a white face mask. Several young students are seated at red wooden desks, facing the teacher. They are also wearing face masks. The classroom has large windows with blue curtains on the right. On the left, a large globe is partially visible in the foreground. The whiteboard and walls are decorated with various educational posters and charts. The word 'dossier' is written in a stylized, bold, black font across the upper part of the image.

dossier

Géographie : entrer dans une nouvelle dimension

L'enseignement de la géographie permet à l'élève d'appréhender le monde qui l'entoure. Mais les PE ne sont pas suffisamment formés pour remplir cet objectif essentiel souligné

notamment par des chercheurs et chercheuses et revêtant dans le contexte actuel une dimension prospective certaine.

Géographie : entrer dans une nouvelle dimension

Science à la fois physique, sociale, humaine et culturelle, la géographie permet aux élèves d'appréhender et de comprendre le monde dans lequel ils vivent. Cette discipline essentielle fait pourtant figure de parent pauvre de l'enseignement en primaire. Sans formation initiale et continue suffisante et souvent en manque de culture géographique, les enseignants et enseignants éprouvent des difficultés à organiser les apprentissages axés sur cette matière complexe, chronophage par la préparation qu'elle demande et exigeante en termes de tenue de classe. Ils doivent également régulièrement s'adapter à des programmes changeants sans y avoir été préparés. Ainsi, après des décennies marquées par une approche naturalisée et descriptive de la géographie, il a fallu attendre la fin des années 1980 pour que les textes officiels posent les bases d'un enseignement problématisé et 2002 pour que les programmes soient effectivement dépoussiérés (p 16). Une évolution positive suspendue en 2008 avec « des instructions officielles » qui remettaient au premier plan la géographie physique. Dernier virage en date, celui de 2015, où les programmes de géographie ont acquis une dimension prospective, en particulier en matière d'éducation au développement durable (EDD). Ces liens étroits entre EDD et géographie sont renforcés par l'objectif de formation à l'éco-citoyenneté, un objectif défendu par le SNUipp-FSU (voir ci-contre).

UNE OUVERTURE SUR LA SOCIÉTÉ

Chercheurs et chercheuses spécialistes de l'éducation s'accordent aujourd'hui pour voir dans l'enseignement de la géographie un moyen d'ouvrir les enfants au monde qui les entoure et d'agir sur la société à laquelle ils appartiennent. Le géographe Michel Lussault, enseignant à l'École normale supérieure de Lyon, insiste sur le rôle joué par cette matière dans le développement de l'enfant. « *La géographie concourt à donner aux élèves des éléments de connaissance de leur position dans l'espace et à partir de là permet de réfléchir au placement des autres mais aussi des choses, des fonctions, des objets ou encore des lieux* », note-t-il en insistant

sur la dimension transversale de cette discipline qu'il juge « *connectable* » avec les mathématiques, l'histoire, l'apprentissage écrit et oral de la langue, l'enseignement moral et civique ou encore l'éducation physique et sportive. En outre, pour Michel Lussault, la géographie constitue « *un enjeu citoyen fondamental* » car elle pousse l'élève à s'interroger sur sa place dans la relation aux autres et sur la façon dont la société organise les espaces de vie en commun (p 19). Une dimension révélée avec une grande acuité durant la crise sanitaire. Sylvie Joublot Ferré, docteure en géographie, met pour sa part en exergue le rôle déterminant joué par l'enquête de terrain qui doit occuper une place es-

“... un moyen d'ouvrir les enfants au monde qui les entoure et d'agir sur la société à laquelle ils appartiennent”

sentielle dans l'enseignement de la géographie (p 17). « *Cette démarche permet la verbalisation, l'observation, la description qui sont des opérations cognitives fondamentales en particulier avec les tout*

petits », souligne-t-elle observant également que la formation initiale et continue est « *un levier principal* » pour les PE qui rencontrent des difficultés d'enseignement de cette matière. Sur le terrain, les enseignants et enseignantes confirment l'apport essentiel de la géographie dans les apprentissages. Pour Serge Battu, PE dans une classe de Rep+ dans un quartier périphérique de Nice, la leçon de géo constitue pour les élèves de CM1-CM2 le moyen de comprendre le présent et d'interroger le futur (p 18). Les questions qui se posent pendant le cours permettent aux élèves d'aller vers une prise de conscience citoyenne. « *Il s'agit de les faire passer d'un espace vécu à un*

espace analysé en construisant des notions compliquées de géographie urbaine : le rapport centre-périphérie, les questions d'enclavement et de mobilité... », confie l'enseignant reconnaissant que « *la première difficulté est de disposer des documents qui partent du contexte de l'élève* ». Anne Gutzwiller, enseignante à Strasbourg, a fait le choix de s'appuyer sur les savoirs construits par ses élèves de CE2 lors de sorties pour passer du concret à l'abstrait (p 16-17). « *On a la chance d'avoir les différents types de paysage à une heure de car*, explique-t-elle. *Sortir pour ressentir les choses et ne pas avoir juste des connaissances abstraites. Les élèves ont vécu l'espace avec leur corps, eu froid, vu, entendu* ».



ACCÉDER À L'ÉCO-CITOYENNETÉ

L'ancrage de la géographie dans la réalité sociale fait d'elle un pilier disciplinaire d'une éducation transversale à la « *question socialement vive* » qu'est la transition écologique. Cantonnée en 2008 aux problématiques de l'eau et des déchets, elle prend une nouvelle dimension prospective dans les programmes 2015. L'éducation au développement durable (EDD), « *impératif* » des enseignements géographiques, devient support d'une réflexion des élèves pour « *imaginer des alternatives à ce que l'on pense comme un futur inéluctable* ». Avec l'étude de l'habitat, de la consommation, du circuit des ressources et des énergies, de la mobilité, la maîtrise des savoirs géographiques participe de l'accès à une éco-citoyenneté dont le SNUipp-FSU a obtenu en 2020 qu'elle constitue un objectif essentiel du programme de cycle 3.



Apprendre à lire le monde

L'enseignement de la géographie a longtemps été marqué par une tradition descriptive, coupée des travaux universitaires qui renouvelaient la discipline.

Pendant longtemps, c'est une géographie « naturalisée », descriptive, sans la moindre problématisation qui s'est imposée. Elle marque encore de son empreinte l'enseignement de la géographie scolaire. Autour de cette conception originelle, divers objectifs lui ont été assignés dans le passé comme participer à la restauration de la France après la défaite de 1870, en instaurant dans les classes l'évidence des « frontières naturelles » de l'hexagone. Il faut attendre la fin des années 1980 pour que les textes officiels mettent en avant un enseignement problématisé de la géographie. Les programmes de 2002 actaient une avancée significative vers une géographie scolaire renouvelée. L'année 2008 représente un recul en remettant en avant des données relevant de la géographie physique (reliefs, climats, cours

d'eau) et en provoquant ainsi un risque de retour d'un savoir mort à mémoriser. Or, plus qu'une science de la nature, la géographie est une science de la société, une « science diagonale », une didactique du monde, qui convoque plusieurs disciplines. Elle permet d'explorer le rapport complexe que l'humanité entretient avec son environnement physique. À l'heure de l'anthropocène, elle pourrait notamment être un vecteur important qui participe d'une conscientisation des élèves, construisant un rapport à la complexité du monde et aux conséquences des activités humaines. Dans les programmes de 2015, les propositions articulées autour des thèmes « habiter », « consommer », « se déplacer » permettent d'engager une telle démarche de problématisation du rapport à l'espace et au monde.



Vivre l'espace

Pour Anne Gutzwiller, enseignante à Strasbourg (Bas-Rhin) l'environnement proche est un levier précieux pour apprendre les savoirs géographiques.

À l'école internationale Robert Schumann à Strasbourg (Bas-Rhin), dans la classe de CE2, une photographie du massif des Vosges est projetée au tableau. « Quel paysage avons-nous vu lorsque nous sommes partis de Strasbourg en car ? », demande l'enseignante, Anne Gutzwiller. Les mains se lèvent : « Des vignes, des arbres, la montagne, la plaine, du maïs... ». Ethan précise que le pied de la montagne s'appelle le piémont, Apolline qu'il y avait différentes sortes d'arbres sur le haut de la montagne... Anne Gutzwiller fait le choix de s'appuyer sur les savoirs que les élèves ont construits durant la sortie au sommet de la montagne du Champ du Feu pour étudier les reliefs en France. « On a la chance d'avoir les différents types de paysage à une heure de car, explique-t-elle. Sortir pour ressentir les choses et ne pas avoir juste des connaissances abstraites. Les élèves ont vécu l'espace avec leur corps, eu froid, vu, entendu. » « La marche de deux heures en descente leur a fait ressentir les différents étages de paysage, précise-t-elle. Le trajet en bus, où certains élèves étaient malades, a permis de se rendre compte que pour gravir une montagne, il faut faire des détours. Toutes ces sensations marquent les élèves et leur permettent de retenir les choses ».



SORTIR POUR APPRENDRE

Sortir de la classe pour cette enseignante est devenu un incontournable, surtout depuis le confinement qui a entraîné un autre rapport à l'espace proche. « Avec mes collègues, nous avons eu une réflexion sur le fait que les classes étaient petites, qu'il fallait aérer et on s'est dit « sortons ! », confie Anne Gutzwiller. On rapporte ce qui a été observé pour l'étudier en classe et la géographie se prête bien à ce type de fonctionnement ». Dès le début de l'année, elle exploite le quartier pour passer du concret à l'abstrait : « On fait des photos des noms des rues pour ensuite les positionner sur le plan du quartier ». Des noms de rues qui sont des villes, Copenhague, Oslo, Stuttgart... et seront l'occasion, plus tard, de les chercher sur une carte encore plus grande que celle de la France. Car se familiariser avec l'objet carte ne va pas de soi pour les élèves qui ont encore tendance à confondre carte, plan, photo aérienne ou satellite. « Cela demande du temps pour asseoir ces compétences mais c'est petit à petit que cela se fait », détaille l'enseignante. La photo satellite, puis la carte de la France des reliefs projetés au tableau permettent de comprendre le passage de l'une à l'autre. « On dirait la carte météo », lance un élève. Un autre remarque « là où c'est vert foncé, c'est qu'il y a beaucoup d'arbres ». C'est sans difficulté que les élèves comprennent la légende indiquant les différentes altitudes. « En rouge, c'est comme au pied de la montagne du Champ du Feu, là où il y avait les vignes, en noir, c'est le sommet », souligne un élève. Passer du concret à l'abstrait semble gagné car la carte des reliefs, trace écrite qui figurera dans le cahier, prend tout son sens.

3 QUESTIONS À...

SYLVIE JOUBLOT FERRÉ
docteure en géographie, professeure agrégée et diplômée de sciences politiques.

1.

EN QUOI LES SORTIES SUR LE TERRAIN PARTICIPENT À LA CONSTRUCTION DE SAVOIRS GÉOGRAPHIQUES ?

Il y a une dimension pratique avec l'exploration d'un terrain qui, certes, est familier mais qui est en fait relu, redéchiffré à la lumière des questions posées mais aussi des échanges entre pairs. Cela permet la verbalisation, l'observation, la description qui sont des opérations cognitives fondamentales en particulier avec les tout petits. Il y a la construction de repères géographiques véritablement spatiaux dont on va nommer des balises, associer des traces, des noms, des orientations, etc. Il y a également la construction de savoirs citoyens puisqu'on va déchiffrer ensemble un espace public partagé avec les autres. Une procédure de socialisation et d'attachement va se produire car plus un espace devient familier, plus on a la capacité d'éprouver quelque chose pour celui-ci. Les enfants vont être plus attentifs, avoir une lecture plus documentée du point de vue sociétal, voire politique. De fait, cela va nourrir une capacité à se positionner politiquement vis-à-vis des grands défis sociétaux et permettre la construction d'un rapport au monde éclairé et documenté.

2.

QU'EST-CE QU'UNE DÉMARCHE D'ENQUÊTE ?

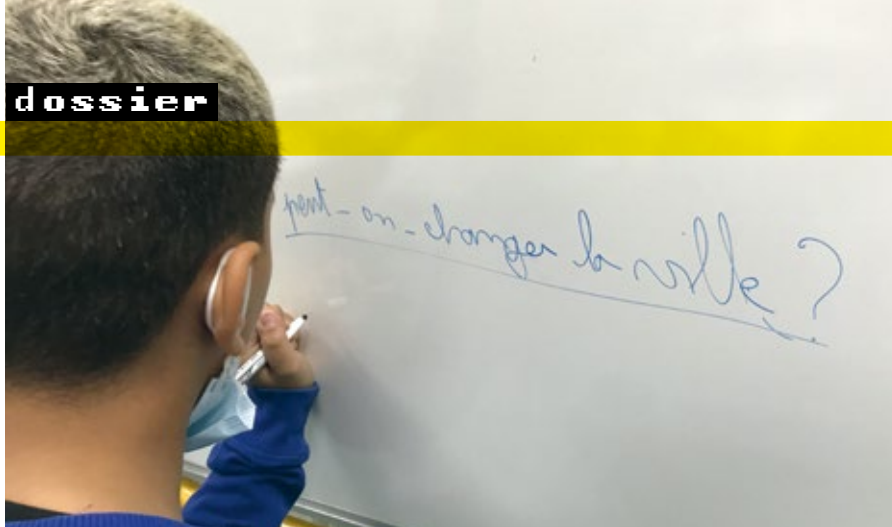
À partir de questionnements, les élèves vont enquêter sur le terrain.

Avec cette démarche, il s'agit pour l'enfant d'aller au-delà de la simple réception d'un savoir qui vient de l'adulte et d'être mis en situation de construction des savoirs et compétences. Les élèves construisent un savoir pour eux-mêmes et participent à une communauté de savoirs. La confrontation aux autres permet de renforcer les compétences sociales et de navigation. Mais l'enquête sur le terrain à elle seule ne suffit pas, elle doit s'accompagner d'un retour réflexif avec, par exemple, une mise en récit. Il ne s'agit pas nécessairement de rendre compte de toute l'enquête mais de faire des zooms sur certains aspects et de laisser les enfants être créatifs.

3.

À QUELLES DIFFICULTÉS SONT CONFRONTÉS LES PE ? QUELS LEVIERS ACTIONNER ?

Les PE peuvent avoir des représentations de la géographie figées comme étant une discipline fastidieuse où il s'agirait de cumuler des savoirs nomenclatureaux. La géographie de terrain nécessite une préparation importante et les enseignants n'ont pas toujours le temps de préparer un tel dispositif. Enfin, la notion « habiter » peut paraître déstabilisante parce que finalement, c'est une géographie de la proximité, des spatialités des individus et les PE ne sont pas forcément formés à cela. Le levier principal pour surmonter ces difficultés est la formation initiale et continue des enseignants. C'est aussi aller explorer le territoire immédiat de l'école, se mettre en situation de géographe de terrain. Ce faisant, les PE seront probablement en capacité ou en curiosité de le faire avec leurs élèves. Essayer, s'autoriser, ne pas se laisser décourager et croire à la dimension cognitive de l'enquête de terrain qui est considérable.



Sortir de l'enclave

Problématiser son cadre de vie c'est le défi relevé par les CM1/CM2 de l'école Pagnol à Nice (Alpes-Maritimes).

À l'issue de l'heure de géographie, il ne fait aucun doute pour Lyes que « *L'Ariane est un quartier périphérique au nord-est de Nice* ». Une certitude qui demande encore à être éclairée par les questions construites par la classe en fin de séance. Certaines pour comprendre le présent : « *C'est quoi habiter dans un quartier périphérique ?* », « *L'Ariane est-elle enclavée ?* ». Mais Ahmed pointe également qu'« *on interroge le futur* » : « *Peut-on changer la ville ?* », « *Comment rénover le quartier de l'Ariane ?* ». Serge Battu, formateur et enseignant de cette classe de REP+, considère l'objectif visé pour cette séance inaugurale « *ambitieuse* » en bonne voie : faire que les élèves passent d'un espace vécu à un espace « *analysé* », en construisant des « *notions compliquées de géographie urbaine : le rapport centre-périphérie, les questions d'enclavement et de mobilité...* ». Un passage qui ne va pas de soi car l'enseignant le concède, « *la première difficulté est de disposer de documents qui partent du contexte de l'élève* ». Impossibles à trouver tels quels dans un manuel, il faut se résoudre à les collecter soi-même.

VERS LA PRISE DE CONSCIENCE CITOYENNE

C'est donc à l'étude d'un tel recueil documentaire que les élèves se consacrent d'abord. Première étape, qui renforce leurs compétences de lecteur, en identifier les différents types : photographies

du quartier, schéma sur la gentrification, carte de Nice, témoignages d'habitants, article de presse... Puis vient le temps de la description et des analyses. Sur une photo, Ahmed reconnaît « *L'usine là-bas qui fait de la fumée, où on met les déchets dedans et où on les brûle* », ce qui permet de chauffer les immeubles du quartier précise le maître. Sur le cliché d'un défilé d'adultes du quartier, Mariale reconnaît « *une manifestation, quand beaucoup de gens viennent pour avoir des choses* » : « *Ils veulent le tram à l'Ariane parce que le bus c'est trop long pour aller en centre-ville* ». La mise en correspondance des documents enrichit la compréhension de problématiques vécues. Elle génère des questionnements sur le droit à l'accès aux transports publics dans toute la ville, l'isolement social autant que physique de l'Ariane, « *quartier modeste* » en regard d'un centre « *très cher* ». « *Habiter à l'Ariane* » est alors pris comme objet d'étude plutôt que comme une évidence vécue. A l'issue de ces lectures collectives, Serge Battu propose de relever les mots importants puis de confronter ces choix en petits groupes : « *Périphérie, tu connais pas ? – Si, mais je veux le retenir* ». La mise en commun permet de regrouper les mots-clés relevés. Dans l'ensemble « *périphérie, enclave, marginaliser, inégalités* », Lyes relève que « *c'est la même idée, ça veut tous dire* » exclus ». Les questions conçues pour donner un titre à la liasse documentaire « *constituent finalement notre travail de géographie en CM1/CM2* », conclut l'enseignant. Et la séquence complète de géographie permettra de « *faire de la lecture, du vocabulaire, de la production d'écrits, de la grammaire... sans cloisonner les disciplines, au risque de faire passer la géographie à la trappe par manque de temps* ».

Ressources

L'AVENTURE DE LA GÉOGRAPHIE

En février 2020, les cahiers pédagogiques ont consacré un dossier complet aux nouvelles orientations dans l'enseignement de la géographie (n°559). Le portait d'une discipline « *dominée par la préoccupation d'une éducation citoyenne, sociale, politique* » y est dressé de la maternelle à l'université, en visant l'activité citoyenne des élèves. Analyses et comptes rendus de séquences en classe déclinent différents manières de problématiser le concept « *habiter* » dans ses dimensions imaginaires, vécues et prospectives.

DES OUTILS POUR LA CLASSE

« *Découvrir le lieu où j'habite, se déplacer, mieux habiter, construire des repères géographiques, réaliser des productions graphiques et cartographiques.* » sont autant de documents d'accompagnement à retrouver sur le site Eduscol pour le cycle 3. Des séquences sont aussi proposées pour les classes de CP, CE1 et CE2 pour comparer les modes de vie et comprendre un espace de vie.

LE DESSOUS DES CARTES

Émission éducative hebdomadaire, « *Le Dessous des cartes* » décrypte les enjeux du monde contemporain. Géopolitique et géographie sont traitées principalement par le biais de cartes géo-référencées en très haute résolution, des séquences de survol des territoires en 3D, des animations... Les vidéos sont disponibles en streaming sur **ARTE.FR**

“La géographie contribue à la compréhension du système monde”

EST-IL ESSENTIEL D'ENSEIGNER LA GÉOGRAPHIE ?

MICHEL LUSSAULT : La géographie concourt à donner aux élèves des éléments de connaissance de leur position dans l'espace et permet de réfléchir au placement des autres mais aussi des choses, des fonctions, des objets ou encore des lieux. Comprendre que les positions dans l'espace ne se définissent que dans un jeu de relations avec d'autres, c'est aussi appréhender comment les sociétés s'organisent, décrire cette organisation et comprendre les logiques de sa mise en place et de ses effets. L'espace géographique de vie des humains n'est pas une donnée de la nature, il est construit et produit par les sociétés. Enfin, la géographie contribue à la compréhension des processus qui concourent à la mise en place du système monde. Elle participe ainsi à la réflexion sur le changement global, à l'impact des activités humaines sur les systèmes biophysiques planétaires. Il importe de montrer aux élèves que l'organisation géographique des sociétés et du monde est un processus fondamentalement politique, qui peut s'examiner en termes de rapports de pouvoir, de conflictualité, etc.

QUELS EN SONT LES CONTENUS ET DÉMARCHES ?

M.L. : La démarche de la géographie, notamment dans le premier degré, va être de mobiliser l'expérience des élèves. Avoir une réflexion avec eux sur la façon dont ils se placent, habitent, se mettent en relation les uns avec les autres : il s'agit de partir de l'idée que les élèves sont des acteurs géographiques. C'est aussi utiliser la cartographie comme un outil dynamique d'apprentissage et utiliser ou faire produire des iconographies aux élèves pour comprendre cet espace. La géographie est connectable avec les mathématiques, au travers du travail sur les coordonnées par exemple, mais aussi avec toutes les activités de découverte qui sont les prémices des enseignements de sciences de la vie et de la terre. Un lien très fort doit être fait avec l'histoire car l'espace géographique est une réalité historique. La géographie est aussi utile pour travailler l'apprentissage écrit et



BIO
Michel Lussault est géographe à l'École normale supérieure de Lyon et directeur de l'École urbaine de Lyon. Il a été président du Conseil supérieur des programmes de septembre 2014 à septembre 2017.

oral de la langue, le vocabulaire de la localisation, du repérage, la manière dont on décrit un espace géographique. Lorsqu'on aborde la notion de frontières, d'accueil, d'altérité, la géographie est un point d'appui pour l'enseignement moral et civique. Il y a également un lien étroit avec l'éducation physique et sportive au travers de courses d'orientation, de repérages dans un espace inconnu, d'activités physiques en milieu urbain ou rural.

LA GÉOGRAPHIE EST-ELLE DEVENUE UN ENJEU CITOYEN ? QUEL RÔLE DOIT JOUER L'ÉCOLE ?

M.L. : Elle n'a jamais cessé d'être un enjeu citoyen fondamental car elle pousse à s'interroger à son emplacement dans la relation aux autres et sur la façon dont les sociétés organisent leurs espaces de vie en commun. À tous les niveaux, ces questions sont chargées de sens social et politique. La pandémie, le confinement et les contraintes qui ont été imposés sont de beaux cas de l'importance de la géographie. La crise sanitaire devrait permettre aux enseignants de réfléchir avec les enfants non seulement à la situation pandémique actuelle mais bien au-delà à la façon dont on fonctionne à l'école et en dehors de l'école. L'école a un rôle fondamental, elle doit partir de l'expérience commune des élèves. Mettre en enquête cette expérience permet de faire réfléchir les élèves sur la façon dont ils habitent et sur les enjeux individuels, familiaux, sociaux, citoyens, mondiaux et politiques qu'il y a derrière ces façons d'habiter.

CONSTRUIRE DES SAVOIRS GÉOGRAPHIQUES DÈS LA MATERNELLE, EST-CE POSSIBLE ?

M.L. : Oui, à partir du moment où on a une réflexion sur « *où suis-je ?* ». Les enfants commencent à construire leur personnalité à partir du lieu où ils se trouvent et de la façon dont ils occupent l'espace. L'école doit les accompagner dans cet apprentissage de savoirs géographiques, des savoir-être fondamentaux pour construire leur existence. Le programme de maternelle de 2015 insistait sur l'apprentissage par le jeu et beaucoup de ces jeux étaient des jeux spatiaux. Se localiser, se situer, se déplacer, accéder à quelque chose sont des opérations géographiques élémentaires qui se font dès la petite section de la maternelle.

“Avoir une réflexion avec les élèves sur la façon dont ils se placent, habitent, se mettent en relation les uns avec les autres.”

Pourquoi et comment protéger sa famille ?

Nos équipements matériels sont généralement bien protégés mais on néglige trop souvent l'essentiel : la protection de notre famille.

23% des français déclarent n'avoir jamais pensé à se protéger en cas de décès prématuré⁽¹⁾. Et pourtant, on sait que le régime de protection sociale de base reste limité et ne permet pas toujours aux familles de faire face financièrement à ses conséquences.

Pourquoi se protéger ?

Quel que soit son niveau de revenus, chaque ménage doit faire face aux dépenses obligatoires de la vie courante : loyers ou remboursements de prêts, assurances, abonnements d'électricité, gaz ou téléphonie, etc.

En cas de décès prématuré d'un des conjoints, les revenus du foyer seront diminués, et ces dépenses inévitables deviendront plus difficiles à assumer. Outre les charges et les dépenses courantes qui restent inchangées, c'est bien souvent l'avenir des enfants qui pose question. Pourront-ils poursuivre leur scolarité, envisager des études supérieures ? En 2020, après avoir perçu les APL, le reste à charge mensuel d'un étudiant non boursier est de 912,68 €⁽³⁾.

En cas de décès prématuré, la Sécurité sociale versera à la famille du défunt un capital de 3472 €⁽⁴⁾ s'il était salarié. Dans certaines entreprises, les salariés bénéficient en plus d'une protection collective. Cependant, rares sont les ménages qui pourraient disposer d'un capital équivalent à deux ou trois ans de salaire de la personne décédée : c'est pourtant le

montant qui est recommandé pour maintenir le niveau de vie du foyer. Pour protéger sa famille contre les conséquences financières d'un décès, l'épargne et l'assurance décès sont des outils complémentaires.

Comment se protéger ?

Il existe plusieurs solutions. L'épargne est un très bon moyen de préparer l'avenir. En cas de coup dur, l'argent mis de côté contribuera aux premières dépenses. Mais là encore tout le monde n'a pas constitué une épargne équivalente à deux à trois ans de salaire. L'assurance décès est alors une solution pour garantir un capital et maintenir la vie du foyer avec des mensualités qui restent abordables.

Comment ça marche ?

Souscrire un contrat d'assurance décès permet de garantir un capital à un ou plusieurs bénéficiaires. Il est conseillé de choisir un capital correspondant à au moins un an de salaire pour couvrir les premiers frais et charges courantes et laisser au conjoint le temps de rebondir. Si on le peut, mieux vaut prévoir deux à trois ans de salaire, pour garantir



6%

Seulement des familles avec enfants déclarent disposer d'une épargne suffisante en cas de décès prématuré⁽²⁾.

durablement le niveau de vie de la famille à fortiori lorsqu'il y a des enfants. Le montant des cotisations est calculé en fonction de l'âge et du capital décès choisi. Il évolue chaque année en fonction de ces mêmes critères. Plus l'assuré est jeune, moins les cotisations seront importantes. C'est une solution accessible et qui permet d'anticiper la protection financière de sa famille.



assureur militant

MÉTIER & PRATIQUES

PAGE 22

Rased : indispensables à l'école

PAGE 26

Un, deux, trois : tweetez !

PAGE 28

Portrait : « Coordo REP »



(1) Etude assurance décès YUGOV réalisée sur un échantillon de 1025 pers. (2) Base répondants : 200 personnes – Juin 2020. (3) Enquête Unef sur le coût de la vie étudiante - 2020. (4) Source : amel.fr - rubrique "décès d'un proche". MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. MAIF VIE - Société anonyme au capital de 122 000 000 € - RCS NIORT 330 432 782 - CS 90000 - 79029 Niort Cedex 9. Entreprises régies par le Code des assurances.

RASED : INDISPENSABLES À L'ÉCOLE

DÉCRYPTAGE

La crise sanitaire peut avoir des conséquences terribles sur les parcours scolaires. Les RASED sont plus que jamais indispensables à la lutte contre les inégalités scolaires.

Les Réseaux d'aides spécialisés aux élèves en difficulté (RASED) contribuent à prévenir et à réduire les difficultés durables liées aux apprentissages à l'école que les enseignantes et enseignants ne peuvent résoudre seuls face à leur classe. La circulaire de 2014 reconnaît des missions importantes aux RASED mais sans les moyens nécessaires à leur réalisation. Au

contraire, alors que le milieu ordinaire scolarise actuellement 80% des enfants en situation de handicap et que de nombreux élèves sont touchés par la crise sanitaire et ses conséquences sociales, économiques, psychologiques et scolaires, ce dispositif de prévention et de remédiation, hautement inclusif, plébiscité à la fois par les PE et les parents subit de nombreuses attaques depuis plusieurs années.

UN DISPOSITIF PLÉBISCITÉ

Depuis la création des GAPP* en 1970 devenus RASED en 1990, le dispositif constitué de l'aide à dominante pédagogique, de l'aide à dominante rééducative et de l'aide psychologique, « *renouvelle le point de vue sur la difficulté mais aussi l'approche pédagogique* ». « *Il permet de relancer la dynamique d'apprentissage, de développement* », explique Jacques Bernardin du GFEN. La pluralité des regards des spécialistes du RASED est

un point d'appui important pour répondre aux interrogations des enseignant·es et de mettre en place une prise en charge éclairée et adaptée des élèves en grande difficulté. Car « *alors que la difficulté est inhérente à l'apprentissage, de façon plus ou moins profonde et durable, les professionnels sont de moins en moins formés à l'appréhender et à y faire face* », poursuit-il. En assurant « *un rôle tiers de médiateur* », en accompagnant les élèves et les enseignant·es, les RASED constituent un levier important de réduction des inégalités scolaires.

MODIFICATION INADAPTÉE

Le triptyque RASED a été affaibli par les nombreuses suppressions de postes spécialisés depuis 2008, et en particulier les postes de rééducateurs, mettant à mal la complémentarité de leurs actions. Dans le même temps, avec la création de leur nouveau corps, les psychologues ont été de plus en plus

sollicité·es par des tâches qui les éloignent de leurs collègues enseignant·es des RASED. Le rapport de l'IREDU** en 2017 remettait en cause l'efficacité des RASED. La mise en place d'autres dispositifs (l'aide personnalisée puis les activités pédagogiques personnalisées et maintenant le dédoublement de certains niveaux en éducation prioritaire) a permis aux ministres de justifier la fonte de leurs moyens. Le CAPPEI de 2017 recentre, quant à lui, la formation sur les objectifs d'une école inclusive et aux besoins éducatifs particuliers en français et en maths. Un nouveau coup est porté par les préconisations du rapport d'avril dernier de la mission d'inspection générale de l'Éducation nationale (voir ci-contre) qui enfonce le clou d'une évolution des missions vers le conseil

aux enseignant·es au détriment de l'aide directe aux élèves en grande difficulté. Dans un contexte de standardisation dictée par les évaluations nationales, l'approche de la difficulté scolaire n'est vue par le ministère qu'à l'aune des neurosciences et de ses protocoles. Le collectif RASED, dont le SNUipp-FSU fait partie avec les associations professionnelles, affirme qu'avec la crise il faudrait des moyens accrus pour les RASED afin d'accompagner les équipes et les élèves les plus fragiles. Pour le SNUipp-FSU, un grand plan pour l'école s'impose dans lequel les missions actuelles des RASED doivent être réaffirmées et les moyens abondés.

VIRGINIE SOLUNTO

*GAPP : groupe d'aide psycho-pédagogique

**IREDU : institut de recherche sur l'éducation

***PIAL : pôle inclusif d'accompagnement localisé



MARYSE MÉTRA

Psychologue,
vice-présidente
de l'AGSAS*

LA COMPLÉMENTA- RITÉ EST-ELLE UN ÉLÉMENT CENTRAL DU RASED ?

Les difficultés rencontrées par les élèves sont multiples et nécessitent des réponses adaptées. Il faut rééquilibrer les dotations en postes car les suppressions, en particulier les postes G, ne permettent plus aux collègues des RASED de remplir leurs missions, en complémentarité des actions menées par les enseignants des classes qui ne peuvent pas tout, même s'ils avaient une formation suffisante. À côté de l'aide pédagogique, le travail des enseignants spécialisés chargés des aides relationnelles est très important pour tout ce qui

concerne les liens école/famille, pour restaurer le désir d'apprendre chez des élèves en passe de décrocher. Si leurs postes ne sont pas pourvus, la pertinence du dispositif « Réseau » perd tout son sens.

UNE AIDE HORS OU DANS LA CLASSE ?

Les injonctions de certains inspecteurs de l'Éducation nationale à exiger que les aides spécialisées ne soient dispensées que dans la classe, même si celle-ci est un lieu de souffrance pour certains élèves, entraînent aussi des souffrances chez les enseignants et les autres élèves de la classe. Il est important de garder une certaine souplesse de fonctionnement, de donner une formation suffisante aux professionnels, et de leur faire confiance pour mettre en place des dispositifs qui répondent aux besoins des élèves qui rencontrent des difficultés : aides dans la classe, hors de la

classe, en petit groupe ou en individuel, comme les textes officiels le stipulent. L'école de la confiance ne commence-t-elle pas là ?

QU'EN EST-IL DE LA FORMATION ?

On assiste à des dérives dans certains départements quand certains collègues qui veulent changer de fonctions au sein des RASED se voient refuser de suivre les modules spécifiques sous prétexte qu'ils sont déjà spécialisés. S'il serait bon de développer dans la formation initiale une formation à la prise en charge des élèves éprouvant des difficultés d'apprentissage, il faut avoir conscience aussi que les réponses didactiques et pédagogiques ne peuvent pas tout face à des élèves qui refusent d'apprendre, et ce, pour des raisons multiples. Il faut des réponses diversifiées et des espaces spécifiques aussi.

PROPOS RECUEILLIS PAR V.S.
*AGSAS : Association des groupes de soutien au soutien.

100 HEURES
de formation spécialisée perdues depuis le passage du CAPA - SH au CAPPEI en 2017.

1 463 FORMATIONS
nécessaires en RASED (651 postes sont vacants et 812 postes sont occupés par des non titulaires).

5 000 POSTES RASED SUPPRIMÉS
entre 2007 et 2020, soit 1/3 des effectifs, essentiellement des postes G et E (source DGESCO bilan rentrée 2020).

6 800 POSTES
sont nécessaires selon le SNUipp-FSU pour disposer d'un RASED complet pour 1 000 élèves.



RAPPORT À CHARGE

La mission d'inspection générale de l'Éducation nationale a publié en avril 2021 un rapport « *L'organisation, le fonctionnement et l'évaluation des effets des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté* ». À partir d'entretiens et de questionnaires effectués dans une quinzaine de départements seulement et d'éléments recueillis auprès de l'administration, la mission a dressé « *son* » état des lieux des RASED et suggère des pistes d'évolution pour leur fonctionnement. Elle interroge leur place au sein de l'école inclusive, mettant en avant « *un pilotage incertain et une politique peu lisible* », et pointant le manque d'appréciation des effets des aides apportées aux élèves, « *qui constitue encore un véritable angle mort* ». Elle préconise comme le renforcement et l'unification du pilotage à tous les niveaux, feuille de route et audit à l'appui. Côté fonctionnement, une nouvelle circulaire remplacerait celle de 2014 et un guide national viendrait redéfinir la place des RASED au sein du Pôle ressource de circonscription en lien avec les PIAL***. Sans bilan d'une politique qu'elle dénonce elle-même, la mission vise à faire prendre au RASED un tournant idéologique dont l'objectif est avant tout de réduire les coûts.

COURTS

DE L'ÉCRAN AU LIVRE

Comment mieux sensibiliser les élèves de maternelle à la fréquentation sécurisée des écrans ? C'est l'objectif de la publication de la MAE « Maël et Maéva, les écrans en toute tranquillité ». L'album de littérature jeunesse, renforcé par des fiches pédagogiques, vise à aider les plus jeunes, accompagnés par les adultes, à devenir des usagers avertis du numérique et de futurs citoyens responsables. Sans manichéisme, les recours pertinents et régulés aux écrans numériques sont valorisés tout autant que sont pointés les risques liés à la surexposition. Album et fiches pédagogiques sur MAE.FR

700000

ÉLÈVES SONT VICTIMES DE HARCELEMENT SCOLAIRE CHAQUE ANNÉE dont la moitié de manière sévère, selon une étude de la Depp de 2017. Des agressions répétées qui touchent 12 % des élèves du CE2 au CM2. La journée « Non au harcèlement » a eu lieu cette année le 18 novembre. Plusieurs sites proposent des ressources permettant des actions de prévention toute l'année. WWW.NONAUHARCELEMENT.EDUCATION.GOUV.FR

ÉVALUATIONS = INÉGALITÉS TOUJOURS PRÉGNANTES

Les évaluations de mi-CP de janvier 2021 montraient une hausse des écarts, surtout en français, entre les élèves du public hors EP et ceux de REP+ où les résultats avaient régressé. Selon les évaluations de rentrée 2021, pas d'inversion de tendance significative, avec des écarts toujours très marqués pour les compétences de haut niveau comme la compréhension, la résolution de problème. Le retour en 2021 au niveau 2019 confirme une évidence : les élèves apprennent mieux dans une école ouverte que fermée. Alors que l'effet de bachotage s'installe en faveur de la fluence en cycle 2, l'accentuation des écarts en défaveur de l'EP entre la mi-CP et le CE1 se confirme. Le ministère y voit un effet « vacances » et invite les familles à adopter de « bonnes pratiques ». Un argumentaire qui évite d'interroger l'efficacité du dédoublement.

FESTIVAL DU FILM D'ÉDUCATION

Du 30 novembre au 4 décembre 2021 se déroulera la 17^e édition du Festival international du film d'éducation, organisée par les Ceméa, à Évreux (Eure). Trente-deux séances de films pour jeune public, une sélection de trente-six courts, moyens et longs métrages qui traiteront des préoccupations du monde d'aujourd'hui : la place des femmes, la non-exclusion et les solidarités... Trois conférences et tables rondes permettront de donner « un éclairage sur les débats qui ont traversé cette période de pandémie et de crise mondiale ». À retrouver sur WWW.FESTIVALFILMEDUC.NET

26

LA FONDATION « LA MAIN À LA PÂTE » organise le 26 mars 2022, son prochain forum. Le thème de cette édition s'articule autour de la nature comme lieu d'humanité. Ouvert aux enseignant-es de l'école primaire, il s'adresse tout particulièrement à celles et ceux « qui se reconnaissent dans les principes d'une éducation aux sciences, innovante, attrayante, contemporaine, invitant tous les élèves à découvrir et comprendre le monde qui les entoure ». WWW.ACTIVONS-LES-SCIENCES.FR

+VOIR OU REVOIR L'UDA+

Quatre conférences de l'Université d'Automne 2021 sont à revoir en différé : « Inégalités sociales vues à hauteur d'enfant » de Bernard Lahire, « Biodiversité et transition écologique » de Luc Abbadie, « Laïcité à l'école » de Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène, et « Retrouver le chemin de l'émancipation par l'école » de Laurence De Cock.

10^E

FORUM RASÉ ORGANISÉ PAR LES TROIS ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DES ENSEIGNANT-ES SPÉCIALISÉ-ES (E, G et psychologues)

le 4 décembre 2021, à la Bourse du Travail à Paris (10^e arrdt). Ce forum « 2008-2021 : 12 ans de lutte. Rétrospective et avenir des Rasés » se veut créateur d'une dynamique et un temps d'échange formateur autour de trois thèmes : prévention en maternelle, accueillir la parole et médicalisation de la difficulté scolaire.

≈RAME, RAMEURS, RAMEZ≈

La Fédération française d'aviron lance le programme « Avi'santé à l'école ». Destiné aux CM, il se compose d'un cycle de 6 séances d'initiation à l'aviron. Le livret d'accompagnement enseignant permet de concevoir le projet pédagogique. Le cahier élève propose un suivi de progression et un relevé des impressions ressenties. La découverte de cette activité physique complète s'inscrit dans le « Parcours Éducatif de Santé » et vise à réduire la sédentarité des enfants, accentuée par la crise sanitaire. Amarres à larguer sur AVIRON-SCOLAIRE.FR

MARTINE JAUBERT

Professeure des universités en sciences du langage*.

1 ■ EXISTE-T-IL UN « SAVOIR-PARLER » À ENSEIGNER ?

Souvent le langage est un point aveugle de l'enseignement car considéré comme une évidence. Les enfants arrivent à l'école avec des usages familiaux différents qu'il s'agit de ne pas stigmatiser. L'école va avoir pour but de dépasser ces premiers moyens langagiers pour en construire d'autres. Souvent le langage ordinaire relève de conversations, l'école a pour mission de le faire entrer dans des discours spécifiques aux savoirs. Or, pour les élèves, cerner les langages propres à chaque discipline est difficile et nécessite des espaces de tâtonnements, d'essais de discours à l'oral comme à l'écrit. Il s'agit de passer du langage ordinaire à des discours particuliers qui témoignent de l'entrée dans différents mondes, avec différents savoirs et donc différents objets de discours, ce que nous appelons « secondariser ».

2 ■ LE LANGAGE EST DONC DISCIPLINAIRE ?

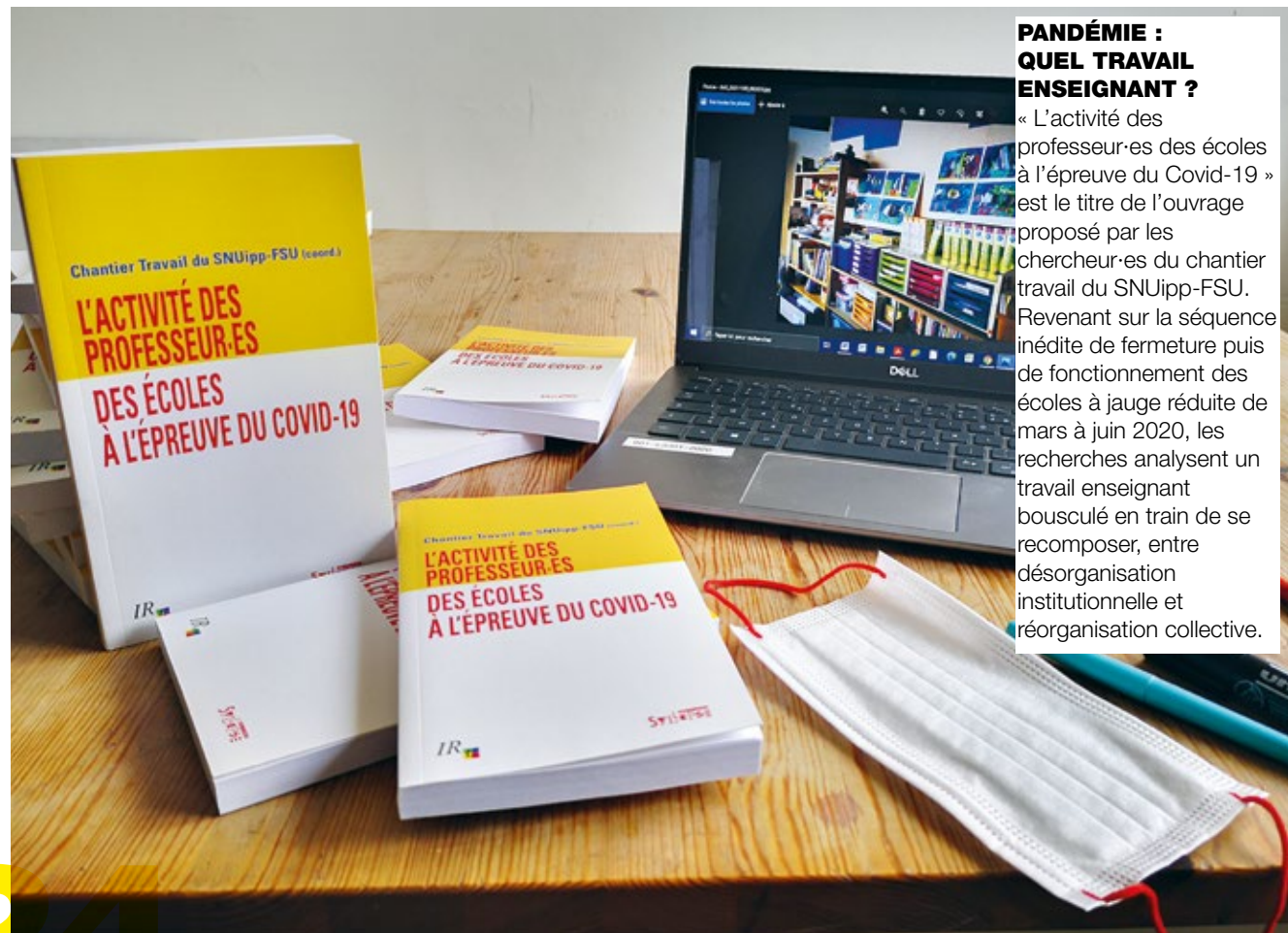
Le langage suppose nécessairement un point de vue, même si l'on ne s'en rend pas compte. Il est contextualisé et s'articule à une activité réflexive permettant de se positionner dans une discipline. Par exemple, je ne vais pas parler de l'escargot de la même

manière selon si je travaille sur la compréhension du « voyage de l'escargot » en littérature ; si, en écriture je cherche les correspondances phonie-graphies du mot ou si je cherche à connaître l'alimentation du gastéropode en sciences. Passer du coin lecture à la table et au vivarium n'est pas un simple changement de lieu. Les objets de savoirs et donc les manières de les dire, à l'oral comme à l'écrit, sont différents. D'ailleurs, ces usages langagiers diffèrent selon les activités humaines au-delà de l'école.

3 ■ QUELS GESTES PROFESSIONNELS RECOMMANDER ?

Il s'agit d'aider l'enfant par un fort étayage à s'ancrer dans le domaine d'activité. Or, il y a dans une journée d'élève des changements très réguliers de discipline. En début de séance, récapituler ce que l'on sait déjà, le vocabulaire utilisé, les questions à se poser permet de circonscrire le discours attendu. De même, les écrits intermédiaires partagés, avec des mutualisations des textes entre élèves, entraînent des discussions élaborant collectivement le discours acceptable. C'est aux élèves de s'essayer à l'écriture et de le verbaliser. La dictée à l'adulte, y compris avec des élèves d'élémentaire, permet également d'observer les écarts de langage pour déterminer celui propre à la discipline. Reformuler les propos, les comparer... revient à construire un rapport conscient au langage pour choisir dans les palettes des possibles.

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHILDE BLANCHARD



PANDÉMIE : QUEL TRAVAIL ENSEIGNANT ?

« L'activité des professeur-es des écoles à l'épreuve du Covid-19 » est le titre de l'ouvrage proposé par les chercheur-es du chantier travail du SNUipp-FSU. Revenant sur la séquence inédite de fermeture puis de fonctionnement des écoles à jauge réduite de mars à juin 2020, les recherches analysent un travail enseignant bousculé en train de se recomposer, entre désorganisation institutionnelle et réorganisation collective.

* Conférence « langages et construction de savoirs dans les disciplines scolaires » sur centre-alain-savaryens-lyon.fr

UN, DEUX, TROIS : TWEETEZ !



Dans une école REP de Terrasson-Lavilledieu en Dordogne, Christelle Renoux utilise Twitter pour ouvrir à ses élèves de CM2 une fenêtre sur le monde.

Petite ville de Dordogne au riche patrimoine historique, Terrasson-Lavilledieu avec ses 7 000 habitants compte également une école en REP. Depuis 2020, les élèves de CM2 de Christelle Renoux à l'école élémentaire Jacques Prévert sont non seulement autorisés mais encouragés à tweeter. Un usage du réseau social au quotidien que justifie ainsi l'enseignante : « Pour moi, le numérique est un bon support pour travailler ensemble, il est au service de la coopération ». Du côté des apprentissages, c'est aussi, selon elle, un « très bon outil » pour les élèves d'éducation prioritaire.

Avant de se lancer, il a fallu prendre le temps de définir les usages et les comportements à adopter. « En fait, c'est une sensibilisation aux risques et dangers des réseaux sociaux qui relèvent de l'Éducation morale et civique. Déjà, je leur explique que parce qu'ils ont moins de 13 ans, ils n'ont pas le droit d'ouvrir un compte », développe Christelle. Pour sécuriser les élèves et leurs familles, une charte a été élaborée pour poser des garde-fous. Elle est affichée dans la classe et signée individuellement par chaque élève.

Les tweets sont tous visés par la maîtresse pour vérifier qu'ils ne comportent pas d'éléments inappropriés. La classe a aussi travaillé sur le droit à

l'image et un travail spécifique est fait chaque fois que des photos sont diffusées. « J'explique aux parents que c'est une initiation à des objets auxquels leurs enfants sont ou seront probablement confrontés », insiste-t-elle.

OUVERTURE SUR LE MONDE

Chaque vendredi, c'est l'heure de « QuotiTweet ». Ce dispositif est ouvert aux élèves des cycles 1 à 4, via les « twittclasses ». Le système fonctionne sur le principe « trois balises, trois élèves ». Les « balises » concernent le français et les maths, la troisième étant libre. Les « balises » changent avec les périodes. « Pour la période 1, pour le français nous avons la balise « dans mon école » qui permet aux élèves de

décrire des aspects de leur école ». La contrainte des 280 caractères de Twitter fait écho à la « phrase du jour » également pratiquée en classe. « Ici, la contrainte est productrice d'un travail sur la concision, la précision du vocabulaire, la synthèse », remarque Christelle Renoux. Tour à tour, les élèves sont appelés à tweeter. Mais à qui ? C'est un des intérêts du dispositif : trois élèves par jour s'adressent à une classe partenaire. « C'est une ouverture sur le monde francophone notamment, explique la maîtresse. Ainsi, on a pu échanger avec des classes béninoises ou suisses ».

POSER ET RÉSOUDRE DES PROBLÈMES

En mathématiques, avec le « devinombre », les enfants doivent imaginer une énigme mathématique pour découvrir un nombre caché qui permet notamment de travailler la décomposition des nombres, additive et multiplicative. L'élaboration est individuelle. Ce vendredi, l'énigme envoyée à la

classe binôme était de calculer 330, le nombre cible, grâce aux nombres 2, 5, 10, 25 et 75. Deux solutions sont trouvées et retweetées. Toute la classe est félicitée. « Nous n'avions pas pensé à la deuxième solution », réagissent les correspondants. À leur tour, ce sont les élèves du CM2 de Christelle Renoux qui sont interrogés par leurs correspondant-es. Ils ont 30 secondes pour découvrir le nombre caché derrière la décomposition numérique proposée par la classe qui a tweeté. Les élèves cherchent individuellement sur leurs ardoises. Après un échange pour justifier les réponses et corriger les erreurs, la

réponse collective est envoyée. Réponse juste : « On est trop forts ! » s'exclament les élèves. Pour les « devinombres », les erreurs ne sont pas toujours corrigées en amont par les adultes. Les corrections procèdent du dialogue entre les élèves, d'un dialogue distancié et exigeant une argumentation serrée. L'an dernier, 45 classes comprenant

956 élèves répartis sur 3 continents et dans 5 pays (France, Belgique, Bénin, Canada, États-Unis) ont participé à « QuotiTweet ». Sur les rives de la Vézère, « QuotiTweet » apporte des

situations de communication réelles, permettant d'ancrer les apprentissages, de réinvestir les notions, produire pour répondre, écrire et être lu. Des situations de communication qui renforcent la motivation des élèves. « La première fois que les enfants appuient sur le bouton bleu, ils sont aussi surpris de l'immédiateté. Ils sont vraiment heureux et très fiers » conclut Christelle Renoux.

JEAN-PHILIPPE GADIER



BRUNO DEVAUCHELLE
Professeur associé à l'Université de Poitiers, auteur de « Éduquer avec le numérique », ESF 2019

de maîtriser l'évolution de la société et non de s'y adapter.

LE NUMÉRIQUE DÉVELOPPE-T-IL LA MOTIVATION DES ÉLÈVES ?

C'est difficile de répondre. La première impression que l'on a, c'est que la motivation est plutôt extrinsèque. Je ne pense pas qu'il y ait de lien entre la culture numérique des jeunes et leur motivation dans des apprentissages mettant en jeu le numérique. Il y a une séparation entre l'usage scolaire et l'usage personnel. Je pense donc que le numérique ne développe pas une motivation intrinsèque pour les apprentissages.

QUELLES CONDITIONS POUR FAVORISER LES APPRENTISSAGES ?

Ma conviction est que le numérique doit avoir une place ordinaire dans la classe, mais une place réelle. Ce ne doit pas être un objet exceptionnel. Les meilleures conditions de l'usage du numérique dans la classe apparaissent quand les moyens numériques sont présents, comme tous les autres cahiers, crayons, etc. Évidemment, ça suppose des équipements, y compris individuels. L'élève ne doit pas être en permanence dans l'utilisation du numérique mais y avoir recours au moment où le besoin se fait sentir.

PROPOS RECUEILLIS PAR JP. G.

en bref

POUR UN USAGE ÉTHIQUE ET RESPONSABLE

La Commission nationale d'informatique et des libertés (CNIL) a établi un référentiel de formation des élèves dès le cycle 2. Il s'agit de leur permettre de développer une démarche réflexive sur les usages des données personnelles, de sensibiliser sur les risques tout en promouvant les pratiques permettant de se mouvoir dans l'environnement numérique. Le référentiel se structure autour de neuf domaines qui traitent des données personnelles, de la vie privée, des libertés fondamentales mais aussi de la compréhension de l'environnement numérique sur les plans technique et économique. Il invite les élèves à appréhender la régulation de ces données, à connaître la loi et à maîtriser l'usage des données personnelles. Enfin, il vise à permettre aux élèves d'exercer leurs droits.

LE NUMÉRIQUE DANS LES PROGRAMMES

Il est fait référence au numérique dès le cycle 1 avec « l'usage d'appareils photo, tablettes ou ordinateurs ». Au cycle 2, la familiarisation avec « les supports numériques » ou « le correcteur orthographique » est mentionnée. Saisie, duplication, sauvegarde font leur apparition. Au cycle 3, « les projets de publications en ligne » avec du son ou des images sont cités.

29% des enseignants seulement s'estiment bien formés en formation initiale aux technologies du numérique, contre 39 % pour la moyenne des pays européens. (Etats généraux du numérique, novembre 2020.)

57% des enseignants du premier degré utilisent le numérique pour échanger, mutualiser, partager avec leurs collègues. (Rapport Profetic 2018)

45% des parents CSP+ se sentent tout à fait capables de répondre aux exigences numériques de l'école à la maison, contre 31 % des CSP- (source R. Deles/P. Pirone, université de Bordeaux)

13 MILLIONS de Français restent éloignés du numérique selon la Commission des affaires économiques du Sénat.

PHILHARMONIE DE PARIS

LE MUSÉE DE LA MUSIQUE



Visites à distance

Le Musée de la musique propose aux élèves de toute la France une immersion dans son extraordinaire collection sans quitter leur école !

Emplies de musique, ludiques et vivantes, ces visites à distance, animées en direct, combinent jeux musicaux, découverte des instruments et rencontres avec des musiciens et des experts, dans des lieux habituellement fermés au public.

Grâce aux cinq thématiques proposées, elles offrent un panorama riche de l'histoire des instruments et de la musique à travers le monde.

Thématiques au choix

Mini-Maxi
Voyage, Voyage
Les Trésors du Musée
Le Temps des inventions
Pop Musée

DU CE2 À LA 3^e • DURÉE : 1H • TARIF : 70 €

PHILHARMONIE DES ENFANTS



Une expérience inédite

La Philharmonie des enfants est un tout nouvel espace permanent de 1000 m² qui offre aux élèves une expérience sensorielle et poétique : jouer, explorer, écouter, vivre et sentir la musique.

Un parcours, composé de cinq univers thématiques et d'une trentaine d'installations intuitives et manipulables, invite les élèves à découvrir en autonomie les sons et phénomènes sonores, le fonctionnement des instruments, l'expérience des musiciens, le corps comme instrument ou la musique comme moyen d'expression.

Des cahiers d'exploration et un magazine en ligne *Tadaa !* accompagnent les enseignants désirant préparer la visite ou l'approfondir à travers des activités ludiques à faire en classe ou à la maison.

DE LA MS DE MATERNELLE AU CM2 • DURÉE : 1H
TARIFS GROUPES SCOLAIRES : 130 €
REP ET CENTRES DE LOISIRS : 90 €

N'hésitez plus !

Notre service de réservation est à votre disposition pour organiser la prochaine activité de vos élèves.

RENSEIGNEMENTS AU 01 44 84 44 84*4
DU LUNDI AU VENDREDI DE 10H À 18H
PHILHARMONIEDEPARIS.FR/SCOLAIRES

PORTRAIT



FABRICE
TARILLON
s'attache à
mobiliser toutes
les forces vives
du territoire.

«COORDO REP» : UNE DYNAMIQUE DE PROJETS

Depuis 2016, à Tonneins dans le Lot-et-Garonne, Fabrice Tarillon exerce la fonction de coordonnateur en Réseau d'éducation prioritaire (Rep).

« Le coordonnateur Rep doit avant tout créer une dynamique de travail en équipe entre les écoles primaires, avec le collège, avec la municipalité et avec tous les partenaires de l'école ». En quelques

mots, Fabrice Tarillon définit le cœur de la mission qu'il exerce à Tonneins, petite commune en bord de Garonne. Dans cette ville, il y a 3 maternelles et 3 élémentaires dont Fabrice rencontre régulièrement les équipes. « Il y a une belle unité, affirme-t-il. Mon rôle est d'abord de pointer les besoins des enseignants et des différents partenaires, la mairie, les associations. Je vois tout le monde. C'est multi-partenarial ». À partir de ces besoins, le coordonnateur réfléchit aux projets avec le principal du collège et la directrice du centre social qu'il rencontre chaque semaine. « Fabrice Tarillon est mon référent

Éducation nationale et un maillon essentiel pour décrypter les codes de cette institution, bien différents de ceux des collectivités, explique Alice Bihel-Kubrijanow, directrice du Point Commun à Tonneins. On travaille en transversalité à faire émerger des projets que nous menons ensemble. Au quotidien pour l'école des parents ».

AU PLUS PRÈS DU TERRAIN

« Comme on agit sur la même population, on fait généralement les mêmes constats, précise le coordonnateur. Quand on a vu qu'il y avait énormément de parents qui ne rentraient pas dans les écoles parce qu'ils ne parlaient pas français ou qu'ils avaient des problèmes avec l'informatique, on a créé l'école des parents ». Des cours gratuits de Français langue étrangère (FLE) pour les parents ont lieu au centre socio-culturel, des cours d'informatique aussi. Au-delà de ce projet pérenne, des actions d'aide à la parentalité se mettent en place tous les ans : un thème et des rencontres, débats, activités artistiques. Cette année, le projet « Respect » a été bâti avec toutes les associations de la ville, la gendarmerie, la police municipale, les écoles. « On s'est rendu compte qu'avec le confinement, la violence intrafamiliale avait augmentée et on a décidé de lancer cette action, raconte l'enseignant. En Rep, nous n'avons pas de budget. Il faut aller les chercher chez des partenaires comme la mairie, la CAF, etc. ». Pour « Respect », il a mis en place une formation pour les PE avec la présence d'une psychologue, d'un théâtre forum. Mais, le Rep ne bénéficiant pas de la formation banalisée comme en Rep+, l'équipe, même très soutenue par l'inspectrice, est dans l'impossibilité de bloquer une journée sans élève ! « Les projets nous permettent d'avoir une dynamique un peu plus créative sur le Rep, de présenter des réalisations artistiques aux autres écoles, indique Sabine Peyou, enseignante de CE1 à l'école Jules Ferry. Les PE, les pédagogies se rencontrent et aussi les élèves. Le « coordo » est un impulsor et un facilitateur ». Fabrice jongle avec bon sens avec ses deux casquettes de directeur et de « coordo ». Mais le plaisir et la satisfaction d'un travail reconnu et de l'aboutissement des projets s'assombrissent à l'idée que sans même être évalué, le dispositif Rep pourrait disparaître. VIRGINIE SOLUNTO

LIVRES

Compilations

Lister, compiler, énumérer, collectionner... voilà qui nous est familier, que ce soit pour ranger sa classe, sa maison, ses pensées... Encyclopédies, atlas, anthologies, livres de recettes ou guides de voyage offrent ainsi de petits univers qui entraînent bien plus loin qu'on ne croit.

Même si vous connaissez l'histoire du Petit Poucet, que savez-vous vraiment des ogres ? Grâce à **L'Encyclopédie des ogres**, vous n'ignorez plus rien de la vie, l'habitat, les mœurs et coutumes de ce peuple inquiétant, ne serait-ce que pour s'en défendre le moment venu. Humour noir et loufoque sous couvert d'encyclopédie sérieuse aux illustrations hilarantes pour qui joue à se faire peur. **Le Grand Atlas Géo-Graphique**, est une mine. Une trentaine de planches dépeignent la réalité de la planète : hauteur des sommets, profondeur des océans, volcans et tremblements de terre, populations... Leur force est d'en donner une sensibilité graphique : étoiles, continents, rivières et ouragans deviennent cercles, polygones, spirales.

« UN LIVRE N'EST JAMAIS FINI : ON PEUT TOUJOURS LE RELIRE »

Une représentation du monde qui allie art et géographie pour une approche apaisée des enjeux planétaires à l'heure de la Cop 26. De même **Les plus grands fleuves du monde** nous embarquent, en grand format, à travers les continents et les civilisations à la découverte de cours d'eau mythiques : Danube, Mékong, Gange, Nil ou Colorado sont savamment illustrés pour enrichir nos connaissances et nos envies de voyage. **Petits Portraits de chats**, anthologie de textes célèbres sur cet animal qui fascine et accompagne les humains au plus près depuis la nuit des temps. Les auteurs, Apollinaire, Baudelaire, Carême et bien d'autres ont inspiré les illustrations de nombreux

artistes réunis ici pour une expérience graphique unique. Un tour du monde des gourmandises : d'un pays à l'autre, des histoires à lire et cuisiner. **Et toi, qu'est-ce que tu manges ?** Chaque recette, joliment illustrée représente un pays et ses traditions. Pour aller, par le goût, à la rencontre des autres. Et puis, il y a des livres impossibles à classer tant ils mêlent les idées : **Qui-suis-je ? Où vais-je ? Quand est-ce qu'on mange ?** n'est ni un livre de devinettes, ni un guide de voyage, pas plus qu'un livre de recettes... Sous forme de bande dessinée aux traits simples, de courtes histoires forment un livre de philosophie de vie. Qui finit par une certitude : un livre n'est jamais fini, on peut toujours le relire !



MAGAZINE

Destination Europe

Un mensuel pour amener les enfants à se familiariser avec l'Europe et mieux la connaître : dans chaque numéro, ils découvrent un morceau de son territoire, de son histoire et de son actualité. Instructif et ludique. Mia Europo est un magazine papier de 28 pages, vendu par abonnement sur :

► **MIAEUROPO.EU**

LIVRE

Grand prix

Quand j'étais enfant, il a neigé au Sénégal... sur cette rêverie mélancolique, Joanna Concejo a sorti ses crayons pour nous introduire dans l'univers de l'enfant, avec une grande douceur et la couleur des souvenirs. Cet album, qui montre son immense talent en sachant rendre « *l'immense couleur de la neige* », lui vaut d'être lauréate du 14^e Grand prix de l'illustration. Un coup de cœur loin des clichés.

► **SÉNÉGAL**, d'Artur Scriabin, trad. Rafael Concejo, ill. Joanna Concejo, Ed. L'atelier du poisson soluble.



INTERVIEW

Laurent Tremel

POURQUOI AVOIR RÉALISÉ CETTE EXPOSITION ?

Pour montrer l'évolution des rôles sociaux des enseignants de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e, en se basant sur les travaux de Patrick Rayou, qui concernent aussi ce qu'on peut appeler le métier d'élève. La conception du « bon prof » comme celle du « bon élève » est déterminée par des facteurs politiques, économiques, philosophiques.

À QUI S'ADRESSE-T-ELLE ?

À tous publics ! Les ressources sont mises en ligne : visite virtuelle commentée, panneaux d'expo itinérante, vidéos didactiques depuis les années 50, portraits, outils, collections de copies qui attestent des attentes dans les activités des élèves comme dans les corrections selon les époques. Même les plus petits peuvent réfléchir à travers les tenues vestimentaires, le mobilier ou les outils scolaires.



BIO
Laurent Tremel, co-commissaire de l'exposition **Métier d'enseignant(e), métier d'élève** au Musée national de l'éducation

contradictoires. Après la défaite de 1870, le maniement des armes est enseigné à l'école aux garçons qui doivent devenir de bons ouvriers et de bons soldats, quand les filles apprennent à être de bonnes ménagères. Dans les années 60, pour raccrocher l'école au train du progrès, on tend à se rapprocher de modèles industriels. 70-80 : les profs parlent coopération.

QUELLES SERAIENT LES ÉVOLUTIONS LES PLUS MARQUANTES DU MÉTIER D'ENSEIGNANT ?

C'est difficile à dire car différentes dans le temps et parfois

Actuellement, les pédagogies dites « nouvelles » sont sur la sellette. On assiste à des discours dénonciateurs divers sur les rôles des enseignants et des élèves même si dans la grande majorité, les classes fonctionnent bien. Le métier enseignant est une réflexion qui concerne tous les citoyens.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION KATAK

► **À RETROUVER SUR CANOPE.FR ET POUR ALLER PLUS LOIN, LIRE L'OUVRAGE MÉTIER D'ENSEIGNANT(E), MÉTIER D'ÉLÈVE, SOUS LA DIRECTION DE PATRICK RAYOU, LAURENT TRÉMEL, CANOPE.**



SLPJ

Nous ! 2021

Le 37^e Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis se tiendra du 1^{er} au 6 décembre 2021 autour de la thématique « Nous ! », un choix qui permet d'interroger notre rapport aux autres et la façon de faire ensemble. Pour savoir ce qui se passera à Montreuil, à l'échelle nationale et internationale :

► **SALON-2021-RENDEZ-VOUS-DU-1ER-AU-6-DECEMBRE**

CONCOURS

Quel cirque !

Vous êtes inscrit·es au concours SNUipp-BNF : retrouvez les nombreuses ressources sur le site de la BNF ainsi que les propositions de lecture des éditeurs partenaires sur le site du SNUip-FSU :

► **CONCOURS.SNUIPP.FR**



Climat : COP ou pas COP

Une série de concessions maintient un modèle qui grève la lutte contre le réchauffement.



Adopté le 13 novembre à Glasgow, le texte de la COP26 est un compromis qui permet la signature des 196 pays présents mais remet en cause l'objectif affiché de maintenir la hausse du réchauffement climatique à 1,5 degré. La prise en compte des diagnostics scientifiques et plusieurs avancées inédites laissent espérer des mesures conséquentes. Pour la première fois, l'importance de la protection, de la conservation et de la restauration de la nature est reconnue, mais les engagements restent non contraignants. Pour la première fois aussi, les énergies fossiles, à l'origine de 90 % de émissions mondiales de CO2 et jusque-là mises à l'index, ont été au centre des débats. Mais la perspective de la fin de l'ère du charbon s'est amoindrie au fil des jours. Il ne s'agit plus d'en sortir mais « d'accélérer les efforts vers la diminution progressive ». De même, la baisse prévue de recours au méthane, deuxième gaz responsable des gaz à effet de serre enfin pris en compte, ne concernera que 45 % des émissions mondiales. Enfin, la neutralité carbone encouragée privilégie davantage les compensations que la baisse effective des émissions.

PAS DE SOLIDARITÉ NORD-SUD

Par ailleurs, les pays pauvres, premiers touchés par le dérèglement climatique, n'obtiennent pas la solidarité attendue des pays riches, principaux responsables du réchauffement. L'engagement de 100 milliards annuels fixé il y a douze ans, pour compenser les dommages déjà subis et soutenir les politiques climatiques des pays du Sud, n'a pas été tenu et le possible financement additionnel a été bloqué. Les pays les plus vulnérables doivent se contenter d'excuses et d'un dialogue sur deux ans ! Malgré les mobilisations citoyennes, la justice climatique est occultée, méprisant les premières conséquences humaines du dérèglement climatique. Les ONG dénoncent l'absence de changement de modèle au bénéfice de mesures insuffisantes, adaptées aux pays du Nord, engendrant une réalité où les émissions vont donc continuer d'augmenter. La militante de « Fridays for Future » Greta Thunberg a déploré que la conférence ne soit que du « *blah blah blah* » et déclare que « *le vrai travail continue en dehors de ces salles. Et nous n'abandonnerons jamais, jamais !* » MATHILDE BLANCHARD

Précarisation accrue

La situation des « *plus fragiles* » s'est encore aggravée avec la pandémie.

« *La crise sanitaire a accéléré la précarisation des plus fragiles. Les personnes dont la situation était viable mais pas simple ont basculé dans la pauvreté. Et ceux qui étaient déjà pauvres se sont encore enfoncés* », affirmait à l'AFP Henriette Steinberg, secrétaire générale du Secours populaire, le 9 septembre dernier, jour de sortie du dernier baromètre Ipsos/Secours populaire. En effet, 45 % des Français interrogés déclarent avoir subi une perte de revenus pendant la crise sanitaire, 55 % disent avoir dans leur entourage, au moins une personne confrontée à la pauvreté, 29 % déclarent ne pas disposer d'une mutuelle pour se soigner et 32 % ont du mal à payer le loyer ou l'emprunt de leur logement avec le risque de le perdre à terme. Or, comme le précise Claude Halmos, marraine de la campagne pauvreté du Secours populaire,

« *la perte du lieu qui est pour tout être, petit ou grand, un abri psychologique essentiel* » est la porte d'entrée dans la précarité. En outre, pour nombre de personnes, « *Manger cinq fruits et légumes par jour* » relève de l'impossible et 30 % des Français disent peiner à se procurer une « *alimentation saine permettant de faire trois repas par jour* ». 1 sur 4 se restreint sur les quantités tandis qu'1 sur 5 saute des repas, les parents étant nombreux à se priver régulièrement pour leurs enfants. 62 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté admettent se serrer la ceinture... « *Derrière ces chiffres, il y a des êtres humains : des adultes, des enfants qui subissent, jour après jour, les conséquences de la pauvreté* », explique Claude Halmos. Être pauvre, c'est aussi manquer des éléments psychologiques qui permettent d'avoir une vie acceptable : sentiment de sécurité, petits plaisirs, projets...

NELLY RIZZO

Fraude fiscale à tous les étages

Près de cinq ans après le scandale des Panama Papers, c'est au tour du Pandora Papers. Pandora Papers, ce sont près de 12 millions de documents analysés pendant près de deux ans, et dans le plus grand secret, par 600 journalistes de 117 pays. Et les révélations sont de taille, plus de 10 000 milliards d'euros échapperaient ainsi à l'impôt à travers le monde, grâce aux montages financiers de quatorze cabinets d'avocats peu scrupuleux. Le CIJI, Consortium international des journalistes d'investigation, révèle que ce sont des milliers de personnalités, dont des responsables politiques français, qui useraient de ce subterfuge. Comme le rappelle le Consortium, « *des riches et des puissants transfèrent une plus grande*

partie de la charge fiscale aux citoyens ordinaires qui paient là où ils travaillent et vivent, leur laissant supporter le coût des services et les infrastructures ». Autre tentaculaire affaire d'escroquerie fiscale, celle des « *CumCum* ». Dans ce cas, ce sont 150 milliards d'euros de recettes fiscales dont sont privés neuf pays européens et les États-Unis. Un tour de passe-passe qui consiste à faire échapper à la taxe sur les dividendes, redevables par les propriétaires étrangers d'actions, en se débarrassant des titres temporairement. Plus de 33 milliards d'euros pour la France seule, un montant dont ont bien besoin les services publics et qui bénéficieraient à la mise en place de mesures sociales.

LILIA BEN HAMOUDA

ANNE EYDOUX,
maîtresse de conférences
au Cnam*

1. POURQUOI CETTE RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE MAINTENANT ?

Un premier volet de la réforme, en novembre 2019 a durci les conditions d'accès aux indemnités et aux droits rechargeables. Le second volet, différé en raison de la crise sanitaire, met en place un nouveau mode de calcul basé sur le « *salairé mensuel de référence* » au lieu du salaire journalier de référence. Il s'agissait d'économiser sur les dépenses de l'Unedic mais le gouvernement a prétendu que le but était d'éviter que les chômeurs en activité précaire gagnent plus au chômage qu'en travaillant. Ce n'était jamais le cas ! Malgré la hausse continue du nombre de ces chômeurs précaires, le gouvernement table sur une embellie de l'emploi pour appliquer sa réforme. Après avoir creusé le déficit de l'Unedic pour aider les entreprises à payer les salaires pendant la crise sanitaire par le biais du chômage partiel, il fait payer les chômeurs-ses.

2. QUELLES CONSÉQUENCES ?

Les études d'impact de l'Unedic dès novembre 2019, estimaient que les économies - 3,4 milliards d'euros sur 3 ans - se payeraient d'une diminution des droits de la moitié des allocataires. Celle d'avril 2021 prévoyait des économies jusqu'à 2,3 milliards d'euros par an, le nouveau mode de calcul devant à lui seul réduire les droits d'1,15 million d'allocataires par rapport à la convention de 2017.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-PHILIPPE GADIER

*Conservatoire national des arts et métiers

“Le mérite fonctionne comme une fiction nécessaire”

EN QUOI L'ÉCOLE FRANÇAISE REPOSE-T-ELLE SUR LE PRINCIPE DU MÉRITE ?

ANNABELLE ALLOUCH : À l'école primaire, la notion reste ambiguë. La valeur de mérite y est moins centrale par la défense de valeurs d'égalité, de socialisation, d'attention à l'enfant. Mais la notation crée l'habitude d'une rétribution de l'effort et de classement implicite participant à interioriser le principe de compétition. Le premier de la classe est une figure dominante, y compris dans la cour de récré. Le second degré se réclame clairement d'une méritocratie. Le principe organisationnel du brevet et du baccalauréat évaluant anonymement le travail scolaire impose l'idée d'une reconnaissance du « talent » ou de « l'effort » comme une morale démocratique collective. L'institution instaure une épreuve commune où la réussite est définie comme la conséquence d'un effort au travail prétendue indépendante de l'origine. Or, la hiérarchisation scolaire détermine majoritairement les trajectoires, les salaires, les positions sociales, ce classement n'a donc rien d'anodin.

“Le mérite permet de légitimer les positions sociales des uns et des autres, malgré des inégalités patentées.”

CETTE RHÉTORIQUE MÉRITOCRATIQUE NE SE CANTONNE PAS À L'ÉCOLE ?

A.A. : En effet, c'est même une revendication du pouvoir. Qu'il s'agisse du « travailler plus pour gagner plus » ou « des

premiers de cordée », ces expressions mettent en avant le courage et la force. La motivation individuelle comme à l'origine de la réussite. La valorisation des parcours chaotiques ou des transfuges de classe, que l'on retrouve par exemple dans la littérature avec les œuvres d'Edouard Louis ou Annie Ernaux, scénarisent le mérite. L'origine populaire devient un atout, un retour de stigmate. Le mérite est un principe accepté par des publics très différents. Lorsque les « Gilets jaunes » chantent « pour l'honneur des travailleurs », ils défendent aussi cette notion de mérite en revendiquant une reconnaissance de leur travail.

EST-CE QUE LA MÉRITOCRATIE FONCTIONNE ?

A.A. : La massification scolaire a eu des effets réels, mais l'accès aux diplômes, même s'il protège, ne s'est pas traduit par un accès aux positions sociales. La sélection ne se base pas sur les valeurs sous-tendant une méritocratie dite républicaine. Actuellement, Parcoursup part d'une volonté de rationaliser les places disponibles, une régulation des flux sans logique de service public ni de méritocratie. S'appuyant sur le repérage de singularités et d'une prospec-

tion de « potentiels », la sélection devient une expérience banale de trajectoire scolaire contribuant à faire accepter un univers de classement-déclassement. Il y a un renoncement au discours social collectif pour lui suppléer l'acceptation

d'une compétition inégalitaire. Le mérite fonctionne comme une fiction nécessaire, une quête d'objectivité permettant de croire à une certaine égalité de traitement. Il permet de légitimer les positions sociales des uns et des autres, malgré des inégalités patentées. Il donne l'illusion que l'on contrôle son environnement, que son travail a un impact, parce qu'il serait intolérable de penser son impuissance.



BIO

Annabelle Allouch est maîtresse de conférence en sociologie à l'Université de Picardie-Jules Verne. Elle est l'autrice de « L'empire des classements scolaires » (Seuil 2017) et de « Mérite » (Anamosa - 2021).

LE MÉRITE EST AUSSI UNE « EXPÉRIENCE ÉMOTIONNELLE » ?

A.A. : Le mérite est une expérience sensible du social qui s'éprouve dans nos corps et de manière affective. Il engendre ainsi des sentiments de fierté lorsque l'on réussit, qui vient se substituer au sentiment de honte sociale, le récit des exceptions de destinée venant conforter ces émotions. Le

mérite se fonde sur une émulation de l'enthousiasme mais entraîne surtout une angoisse. La compétition et la sélection scolaire nourrissent les marchés éducatifs mais aussi les marchés pharmaceutiques. Plus largement, les incertitudes liées aux injonctions néolibérales de performance personnelle et d'adaptabilité engendrent une angoisse partagée, pas seulement pour les perdants.

LE MYTHE MÉRITOCRATIQUE COMPORTE ALORS DES RISQUES ?

A.A. : Le mérite est une croyance paradoxale. Il présente la répartition des biens comme un principe de justice mais avec une conscience que les règles sont faussées. L'usage du mérite devient un enjeu politique central de la fragmentation de nos sociétés. Les risques existent par la tension qui se joue entre la croyance et la non réalisation. Le fait de ne pas se sentir reconnu par la société ébranle le consensus de la valeur méritocratique.

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHILDE BLANCHARD

casden
BANQUE POPULAIRE

La banque coopérative
de la Fonction publique

« COMME NOUS,
REJOIGNEZ LA CASDEN,
LA BANQUE DE LA FONCTION
PUBLIQUE ! »

Carmen, Élise et Matthieu, Professeurs des écoles



PARTENAIRE PREMIUM

casden.fr



Retrouvez-nous chez

BANQUE POPULAIRE **+X**

CASDEN Banque Populaire - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable - Siège social : 1 bis rue Jean Wiener 77420 Champs-sur-Marne - Siren n° 784 275 778 - RCS Meaux - Immatriculation ORIAS n° 07 027 138 - BPCE - Société anonyme à directeur et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros - Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France 75201 Paris Cedex 13 - Siren n° 493 455 042 - RCS Paris - Immatriculation ORIAS n° 08 045 100 - Crédit photo : © Roman Jehanno - Conception : Insign 2020 - Merci à Carmen, Élise et Matthieu, professeurs des écoles, d'avoir prêté leur visage à notre campagne de communication.

A portrait of Martin Fourcade, a man with dark curly hair and a beard, wearing a blue sweater, looking directly at the camera. The background is a blurred outdoor scene with green trees.

mgen[★]

GROUPE **vyv**

POUR SON AUTHENTICITÉ

J'AI CHOISI MGEN

MUTUELLE SANTÉ - PRÉVOYANCE

Martin Fourcade a choisi MGEN pour son engagement à protéger la santé des personnes en toutes circonstances. Authentiquement mutualiste, MGEN rend accessibles les meilleurs soins à tous. Rejoignez-la.

MARTIN FOURCADE
CHAMPION DU MONDE &
CHAMPION OLYMPIQUE
DE BIATHLON

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Filia, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans - 75748 Paris CEDEX 15.